

1024

**LIBERTÉ**  
**JOURNAL**  
**D'EXPRESSION LIBERTAIRE**  
**Décembre 79**

**N° 31**



**Ma mère est un Spounik**

**SPECIAL 36 p. 6f**

## 21 OBJECTEURS ONT OCCUPE L'AMBASSADE DE BELGIQUE A PARIS DU JEUDI 8 NOVEMBRE: JUSQU' AU SAMEDI 10 NOVEMBRE.

Ces objecteurs ont comme plusieurs centaines d'autres demandé le statut selon la démarche collective dite OP 20 ( opération 20 ).

La demande collective de statut consiste à envoyer une lettre stéréotypée à la Commission Juridictionnelle chargée de « juger leur validité ». L'objection collective existe depuis 1971 et plus de 500 personnes ont obtenu ainsi leur statut, et plus de 90 % d'entre eux s'insoumettent au service civil. Depuis novembre 1978, toutes les demandes collectives sont systématiquement refusées et cela concerne 250 personnes.

### BUT DE CETTE ACTION

La décision d'une action spectaculaire a été prise en assemblée générale fin septembre afin, d'une part, de faire pression sur la Commission Juridictionnelle pour l'obtention de statuts et d'autre part sur le Ministère de la Défense et le gouvernement pour l'arrêt des poursuites contre les insoumis OP 20 et dans le cadre d'une lettre en riposte à la vague de répression antimilitariste ( TPF, libération des insoumis ).

Pour l'OP 20 cette action n'était pas isolée mais accompagnée de la transgression 128 ( qui est l'hébergement public d'insoumis par des personnalités ) à Paris, dans le Bas Rhin, le Jura et les Ardennes, de la collecte de livrets militaires pour un renvoi collectif pour le droit à l'objection pour tout motif et à tout moment, de la publication d'un dossier noir sur la Commission Juridictionnelle et son rôle répressif.

### OCCUPATION

A 10h 30, vendredi matin, 21 personnes pénètrent dans l'ambassade, objectif choisi car territoire étranger à Paris exposé moins directement que d'autres objectifs militaires ou administratifs à la répression policière.

Nous demandons tout de suite l'asile politique, décidés à rester dans l'ambassade jusqu'à l'aboutissement de nos revendications : libération de Jean Luc Fraizy, arrêt des poursuites contre tous les OP 20, accord des statuts.

Nous situons nos revendications dans un cadre antimilitariste plus large ( suppression des TPF, libération de tous les insoumis, droit à l'objection pour tout motif et à tout moment, droit à l'information sur l'armée ) bien que repris par la presse.

Deux d'entre nous rencontrent l'adjoint de l'ambassadeur. Celui-ci nous assure de ne pas nous faire vider par les flics avant la réponse du gouvernement belge.

Il appelle néanmoins aussitôt les forcenés de l'ordre : chapeaux noirs, imperméables mastics, CRS, gardes mobiles.

A midi la presse est là : Libé, ACP, AFP, puis Le Matin, FR3, RMC, RTL, Europe 1, Antenne 2, puis la presse d'Hersant : Figaro, Parisien Libéré, France Soir.

Le lendemain : Le Monde et la Gueule Ouverte.

Après de nombreuses discussions, le gouvernement belge nous refuse l'asile politique, s'appuyant sur la Convention de Genève qui ne prévoit en Europe l'accord de l'asile politique que pour des raisons politiques, religieuses ou raciales, excluant les affaires militaires.

L'ambassadeur adjoint nous propose d'intervenir vaguement pour J.L.Fraizy et de négocier notre sortie avec les flics. Bien sur nous refusons et continuons l'occupation de l'ambassade. La presse continue à suivre l'affaire. Le samedi à 2 heures du matin nous sommes évacués par les flics qui ensuite nous relâchent au bout de deux heures bien que 12 des occupants soient insoumis et l'aient revendiqué publiquement.

Le samedi après midi, à Lyon, dans le cadre de la semaine antimilitariste du 7 au 16 novembre, il y avait une manifestation où était demandé la libération de tous les insoumis.

Le dimanche 11 novembre, des antimilitaristes sont intervenus dans le défilé militaire à Toulouse, et à Paris a eu lieu la transgression de l'article 128 du code du service national ( art. 128 toute personne qui héberge ou protège un insoumis est passible de 1 à 3 ans de prison et d'une amende allant jusqu'à 10 000 francs ) par Yves Boisset, Romain Bouteille, Catherine Ribeiro, Leni Escudero, Théodore Monod, etc...

Dans le but de la semaine la popularisation sur le cas de Jean Luc Fraizy continue. Celui-ci est finalement mis en liberté le mercredi 14 novembre au soir.

Samedi 17 novembre, 50 antimilitaristes défilent dans les rues d'Annecy et déposent dans les rues piétonnes un monument aux morts pour rien et à la gloire des insoumis, puis ils pénètrent dans la caserne du 27 ième BCA où ils sont repoussés. 8 d'entre eux sont arrêtés et conduits à la gendarmerie où ils seront libérés dans la soirée.

La caserne d'Annecy a été choisie d'une part parce que c'est là que Fraizy a été incarcéré en premier lieu, et d'autre part aucune action antimilitariste n'avait encore été faite dessus. Voilà un oubli de réparé.

L'action sur l'ambassade a permis la libération de Fraizy, ainsi qu'une information sur l'objection collective, mais elle n'a rapporté aucun acquis durable.

( suite à la page 13 )



# Education libertaire Education des possibles

*Il s'agit (...) de donner une vie nouvelle à nos nouveaux-nés contre la stupidité de toute sorte de « candidats » irresponsables, qui promettent aux travailleurs le paradis sur la terre, sans les charger de leur propre destinée, une responsabilité qu'ils sont parfaitement capables d'assumer.*

*Wilhelm Reich  
L'Ether, Dieu et le diable p.178*

**O**n a l'habitude de parler avec condescendance de l'optimisme béat des anarchistes. On rigole bien de Kropotkine lorsqu'il tente de montrer que la lutte pour la vie n'est pas la seule loi de l'existence et que l'entraide est aussi universelle. Il le fait évidemment avec les arguments dont il disposait à l'époque, qui sont peut-être dépassés,

mais pas plus que ceux des tenants de la science officielle d'alors. Et ça permet de passer sous silence la question qu'il pose, et qui reste actuelle: pourquoi toutes les recherches officielles partent elles du présupposé idéologique que les individus sont incapables de s'autoréguler et qu'il est besoin d'une règle arbitraire et supérieure pour maintenir l'ordre et les possibilités de vie ?

Aujourd'hui, des jeunes gens bien mis nous répètent que la guerre et l'agression sont des fléaux inévitables, que tout cela est bien triste, mais qu'il faut en prendre son parti. La plupart des recherches reconnues tentent de nous prouver l'universalité de l'agression et de la violence. Les psys, enfin, nous affirment que l'agressivité et l'instinct de mort sont des pulsions originelles et qu'il est bien nécessaire de dompter ce petit sauvage qu'est l'enfant afin de l'amener à être capable de vivre en société. En somme, les hommes livrés à eux-mêmes, à leurs sauvages instincts, ce ne serait pas possible. Heureusement que le Pouvoir est là.

Si l'homme est un loup pour l'homme, on peut se demander par quel miracle les gentils philanthropes qui nous assènent ces vérités ont pu échapper à cette loi universelle, et comment les gouvernants qui les applaudissent parviennent à se maintenir au-dessus de la mêlée.

À force d'asséner des propos de ce genre sous toutes les formes on fini par les faire accepter comme des évidences, que plus personne ne remet en question. D'accord, nous sommes tous les pires salauds, pleins de noirs instincts ; d'accord, notre première idée, lorsque nous croisons quelqu'un, c'est de l'égorger ; pour réussir sa vie, nous le savons bien, on nous l'a assez répété, qu'il faut piétiner des monceaux de cadavres ; toute femme soulève en nous de vagues ( ou précises ) idées de viol et d'assassinat. Et quelle jouissance, quant on voit les copains dans la merde. On nous l'a dit, donc c'est comme ça, et en plus, la science le prouve.

Ce qu'il y a d'en peu étonnant, c'est que, de temps à autre, nous nous surprenons à être capables d'amour. Il nous arrive parfois de prendre notre pied autrement qu'en emmerdant les autres. Sans doute s'agit-il de quelque perversité. D'autant qu'il s'agit, dans les cas dont je veux parler, non pas d'un effort réussi pour atteindre un idéal qu'on sait de toute façon être inaccessible, mais de quelque chose d'irréfléchi et de spontané, quelque chose d'enfantin en quelque sorte.

C'est vrai que ça leur arrive souvent aux enfants, d'avoir ce genre de réactions ; il suffit de les observer pour les voir se consoler, s'aider. C'est vrai aussi qu'ils sont souvent vaches entre eux. Mais comment se fait-il que toutes les études portent sur ce vecteur et laissent systématiquement de côté ce qui peut être de l'ordre de l'amour, ou de l'entraide ?

#### *Le Rôle et son étroitesse*

Je ne veux pas dire que l'Homme, né bon, est perverti par la méchante société. D'abord, l'Homme, je ne connais pas. Mais je crois que les individus sont doués de plus de virtualités qu'ils

n'en exploitent et que, sous la pression culturelle, ils perdent l'usage de toute une partie de tout ce qui leur était possible.

Les visages des enfants, par exemple, sont capables d'exprimer avec intensité et variété toute la gamme des émotions. Ceci ne signifie pas que ces émotions soient vécues de façon superficielle, mais plutôt que les enfants sont capables de vivre intensément et successivement des choses différentes, sans avoir besoin d'un masque. À l'adolescence, les choses changent : les traits se durcissent, se figent. L'être est inscrit dans un rôle, socialisé : il est *le dur* ( ou *le tendre* ) et condamné à jouer ce rôle jusqu'à la fin de ses jours, quitte à réprimer toute émotion qui ne s'y inscrirait pas.

Cette sorte de faculté à vivre intensément des émotions diverse, loin d'être admise comme une plénitude, est généralement considéré comme une imperfection, un signe enfantin, c'est-à-dire incomplet et dérisoire. Toute l'éducation tend à pousser l'individu à se conformer à un rôle, à être « sérieux », c'est-à-dire à se surveiller et à se défendre. Le fin du fin consiste en effet à considérer l'autre comme un ennemi virtuel et à se fermer complètement pour arriver à ne traiter avec lui que sur une base neutre et conventionnelle. Est considéré comme adulte, en somme, celui qui adopte un masque, une cuirasse, si conforme jusqu'à la fin et calque sur eux ses actions ou réactions, voire ses pensées. Ainsi, sur le plan professionnel, est-on condamné à se conformer toute sa vie à ce qu'on a appris, ou, plus souvent, à ce à quoi le hasard ( enfin, le hasard... ) nous a confiné ( sauf conjoncture économique qui oblige à changer, mais il ne s'agit pas là, bien évidemment, d'un choix qui vient de la personne ). Dans le domaine affectif, s'il n'est plus tellement à la mode d'être « fidèle » jusqu'à la fin de ses jours, il n'est pas encore bien vu d'avoir en même temps des attachements affectifs de nature différente. Si on commence à avoir le « droit » d'être homosexuel, il faut alors s'y confiner et en accepter le statut, refusant alors toute possibilité hétérosexuelle. Dans le domaine esthétique, même, il faut faire gaffe à ce qu'on fait et ne pas dire n'importe quoi à n'importe qui ; si on est OS et qu'on soit particulièrement touché par la musique baroque, il n'est pas spécialement indiqué d'en faire état auprès de ses camarades de travail. À l'inverse, bon nombre de gens qui fréquentent les concerts le font exclusivement pour confirmer, et se confirmer leur appartenance à une classe sociale.

#### *Tu seras un homme, cher petit*

Finalement, la fonction sociale de l'éducation est claire, quelles que soient les ajustements que tentent d'instaurer ceux qui en font

profession, et le double-jeu auquel se livrent les plus honnêtes d'entre eux. C'est d'abord une œuvre de « socialisation », c'est-à-dire d'intégration à la société en place. Pour la réussite de ce but et la bonne marche des affaires, il importe de définir, pour chaque individu, une voie toute tracée et de l'amener, non seulement à accepter, mais à adhérer à un rôle, à se résigner. De tous les possibles dont dispose l'enfant, il faudra qu'il en choisisse un, et un seul, et aux dépens de tous les autres.

Bien sûr, pour se faire, on a besoin de justifications idéologiques. La plus simple et la plus courante, mais qui commence un peu à se faire vieille, consiste à nier purement et simplement l'existence de l'enfant en tant que tel. Ce n'est plus qu'un futur adulte ; l'adulte c'est celui qui existe présentement et dont le tableau n'est la plupart du temps, il faut le reconnaître, pas très réjouissant : résigné, craintif, normal en somme ; ne cherchez pas, c'est vous, c'est moi.

Il y a dans la façon dont beaucoup de parents parlent de leurs enfants quelque chose comme de la rancœur ou de l'amertume. Qu'est ce qu'il se passerait, si chacun faisait ce qu'il voulait... Et oui, au fait, qu'est-ce qui se passerait ? Si on se posait vraiment la question ? C'est pour l'éviter qu'on dit que c'est le petit qui déconne. Il n'est pas besoin de pousser bien loin pour s'apercevoir que, fondamentalement, la plupart des parents donnent raison à leur gosse. Mais... « il faut qu'il en chie, ça le dressera, moi, mon père... ». L'attitude du gamin est alors comme un rappel de tous les renoncements, et une remise en cause de leur bien-fondé. Une remise en cause de ce sur quoi on a basé son existence.

Quoi qu'il en soit, cette justification théorique là a fait son temps. Les adultes qui la soutiennent n'ont guère de chance de se voir respecter, ni par ceux à qui ils prétendent l'imposer, ni par les spécialistes qui les considèrent avec une pointe d'agacement méprisant.

#### *La psychanalyse en renfort*

Alors vient la justification à base scientifique, autrement dangeureuse parce que cohérente avec la réalité intellectuelle et sociologique actuelle.

Vous en avez entendu parler : dans la vie il faut une maman et un papa. La maman, c'est la chaleur et la sécurité, le papa, c'est la Loi. Celle-ci aussi vous en avez entendu parler. Mais attention faut pas confondre, il ne s'agit pas de la loi des flics, mais de quelque chose de beaucoup plus noble, même si dans la réalité les nuances peuvent parfois paraître imperceptibles. Par exemple si la loi dit qu'il ne faut pas attenter à la propriété, la Loi n'entre pas dans ce travail de basse police, elle dit simplement que, ce faisant, on se met en contradiction avec la loi ;

qu'on traduit sans doute par là un problème de castration, ou de structuration, en tout cas quelque chose de pas bien catholique. Si vous n'avez pas bien suivi, ça ne fait rien, essayez et vous verrez.

En tout cas, pour que l'enfant intègre cette notion, rien ne vaut la frustration. La frustration, c'est un des concepts clé des psychanalystes lorsqu'ils parlent d'éducation. C'est ce qui s'oppose à la toute puissance du désir et permet, paraît-il, à celui-ci de se structurer. Comme disent d'autres, rien ne vaut une bonne guerre, ça met du plomb dans la tête des gens et de l'ordre dans la société ; ou d'autres encore qui font remarquer que seule une bonne dictature permet à ceux qui en sont victimes de prendre conscience des bienfaits de la liberté. C'est un peu sommaire comme analogie, d'accord.

Néanmoins on ne peut nier que chez certains, l'invocation à la frustration prenne parfois des accents d'un sadisme triomphant. Indépendamment de toute considération scientifique, la théorie analytique a souvent une fonction économique évidente : il s'agit de dresser un petit être sauvage, de le faire entrer dans la norme. Comme si ce qui venait de lui ne pouvait être que mauvais ou destructeur.

« L'enfant est un pervers polymorphe », disait Freud. Ce n'est pas faut en soi, mais dit comme ça, ça prend une connotation nettement pejorative. Pourtant, ça doit être pas mal d'être un pervers polymorphe, et il me vient soudain quelque vicieuse nostalgie... Mais ce n'est pas bien du tout, et heureusement qu'au milieu de tout ça, il y a une Loi qui vient nous rappeler qu'il y a des choses pas possibles et qu'à l'enfreindre on risque les pires châtiments, ce qui fait l'économie de se heurter à la réalité et prépare à être un adulte raisonnable, bon citoyen, porteur de toutes les valeurs qu'on voudra.

Là-dessus vient Mélanie Klein. Là, on plonge dans le drame, c'est tout plein de monstres. Je te bouffe, tu me bouffes, c'est la préoccupation principale et quasi exclusive de tout enfant. Heureusement qu'il y a la société, les parents et les pédagogues ( et quand sa tourne trop mal, l'analyste ) pour mettre un peu d'ordre dans tout ça. Il remplace ainsi avantageusement le curé et la religion rendus caducs par l'évolution des choses. Il est vrai que le monde des enfants est loin d'être « enfantin », qu'il s'agit souvent de quelque chose d'assez terrifiant et que l'angoisse qu'ils se trambalent est loin d'être puérile. Mais peut-être notre regard a-t-il pour effet de dramatiser les choses, et les préoccupation qui peuvent avoir concernant la mort n'empêchent pas, lorsque tout va bien, une joie de vivre certaine. Si les enfants jouent ainsi spontanément la mort, c'est peut-être d'abord qu'ils sont capables de l'intégrer à la vie.

De toute façon, dans ce cadre théorique l'enfance n'existe que pour autant, là aussi, qu'elle prépare à l'âge adulte. Tout ce que les psychologues disent par exemple du problème des stades montre bien qu'ils l'envisagent à partir d'une perspective adulte : il s'agit pour l'enfant de franchir des étapes qui lui permettront d'accéder à l'état accompli de « grande personne ».

Il en est de même pour la sexualité : la sexualité de l'enfant, c'est quelque chose qui prépare à la sexualité adulte, génitale, la seule, la vraie. Là aussi, il y a des stades à passer et à dépasser. Qu'il joue avec son caca ou avec son zizi, d'accord, c'est de son âge, ça lui passera ( au fait, vous êtes sûrs que ça vous a tout à fait passé ? ). Mais il faut qu'il se prépare à la seule vraie sexualité et que tout celà, tout ce plaisir, aboutisse à un mélange de petites graines susceptibles de perpétuer l'espèce humaine.

#### *Le fond et la forme*

Bien sûr, il ne s'agit pas ici de faire une critique argumentée des théories psychologiques et en particulier de la psychanalyse. Il se trouve que celle-ci remplit actuellement une fonction culturelle de nature totalitaire. La manière dont la société évolue surprend par la capacité qu'elle a à se trouver des supports idéologiques dans des théories surgies lors des prémisses de cette évolution, théories qui contenaient pourtant alors en germe une critique radicale de la société de l'époque. C'est un peu ce qui est en train de se passer, dans un autre domaine pour l'autogestion. Ainsi la psychanalyse a-t-elle supplanté la religion, devenue incapable de fournir une référence suffisamment cohérente à la société contemporaine. Et ceci, au dépens de tout ce qui, en elle pouvait au départ, prendre un autre sens. Aujourd'hui elle imprègne toute notre existence et régit la norme de notre comportement. Dans le domaine de l'école, par exemple, autrefois le « bon maître » était celui qui par la force de sa conviction ( et plus rarement par la force physique ) imposait à l'enfant d'intégrer un certain nombre de données. Aujourd'hui, le bon maître est celui qui fournit à ses élèves un bon modèle d'identification. Concrètement, ça revient au même et, dans la pratique, ça cache mal un équilibre subtil entre la terreur et la séduction. Il n'empêche, l'identification, quel beau mot et quel bel idéal de communication avec l'autre, qu'il tende à vous être identique !

Encore faut-il nuancer. Les choses vont vite, et la psychanalyse s'essouffle. On voit poindre de nouvelles théories qui peut-être demain seront à leur tour les références théoriques. On parle de libéralisation des mœurs et on appelle à la rescousse Reich, par exemple ( qui avait par avance dénoncé cette utilisation de son œuvre ).



Demain, on nous promet une sexualité non seulement libre, mais obligatoire. La norme sera de baiser, toujours et partout. Le coït obligatoire remplacera le travail obligatoire, rendu caduc par l'évolution technique. Il sera de bon ton d'avoir des expériences sexuelles multiples et les petits enfants seront entraînés chez le psychologue parce qu'ils ne se masturberont pas assez ouvertement. Mais la norme, l'obligation, la loi resteront, simplement, par un habile tour de passe-passe, elles auront changé de contenu. Il faudra réviser la pédagogie, on le fera, soyez sans crainte. Il y aura des écoles nouvelles, avec des maîtres cools qui feront l'amour avec leurs élèves, en application des circulaires du ministère de l'Éducation Nationale. Ceux qui ne voudront pas auront de très mauvaises notes.

#### *Et maintenant, que vais-je faire ?*

Aujourd'hui, il faut le reconnaître, les relations enfants-adultes, c'est plutôt mal barré. Entre ceux qui sont coïncés dans un statut professionnel et ceux qui sont coïncés dans un statut parental, il n'y a guère de chances pour l'enfant de rencontrer simplement quelqu'un sur un mode égalitaire. C'est peut-être ce qui explique



que tant d'enfants tentent parfois de « détourner » les adultes en recherchant, par exemple, les pédophiles. Recherche sans doute illusoire d'une relation autre. De deux aliénations parallèles, il n'est pas sûr que puisse naître une commune liberté.

Mais alors, en attendant le grand Soir, que faire (comme disait le camarade Lénine). En réalité, j'ai pas beaucoup d'idées. Les institutions parallèles, j'y crois pas trop. D'abord, elles sont le plus souvent l'émanation des parents. Or, regardons-nous, chers amis, nous ne valons guère mieux que les autres, et je ne vois pas bien comment nous pourrions éviter de transmettre à nos enfants nos craintes et nos petites peurs. Peut-être vaut-il mieux, tous comptes faits qu'ils s'affrontent aussi aux craintes et petites peurs des autres, leurs éducateurs professionnels, ce qui peut au moins leur donner une notion de la relativité des modèles qu'on leur propose. D'accord, ils seront névrosés, mais il vaut encore mieux être névrosé que con. En plus, coincés comme nous sommes entre nos aspirations et les compromis que nous avons acceptés, nous risquons fort de projeter sur eux tout ce à quoi nous avons renoncé. Nos enfants, nous les voulons libres (ce qui est déjà une contradiction), certes, mais dans la voie que

nous avons décidé être celle de la vraie liberté, et nous risquons fort de leur imposer ainsi les contradictions dont nous nous sommes, il faut bien le dire pas trop mal accommodé. Plus les influences auxquelles les enfants seront soumis seront hétérogènes, plus ils auront peut-être de chances par rapport à elles.

Reich, à la fin de sa vie, disait en gros qu'il fallait laisser tomber la lutte politique (avec laquelle, il est vrai, il avait eu bien de déboires), pour s'occuper des bébés. Je veux bien, mais qui c'est qui va s'en occuper, des bébés, sinon nous.

Même si le « sens de l'histoire » rendait inévitable et proche la Révolution, nos vieux schémas de pensée et de vie reprendraient vite le dessus, si préalablement ils n'avaient pas été un tout soit peu modifié.

Bien l'Éducation au mouvement social ? Ce serait bien, certes, mais le mouvement social il est plutôt morcellé, ou intégré.

Pour l'instant, je ne vois guère d'autre solution que celle qui consisterait à permettre l'élargissement de failles en favorisant l'éducation et l'exploration des possibles. Il ne s'agit pas de papillonner de droite et de gauche, et contrairement à ce qu'on pourrait croire, je serais plutôt puritain (après l'incitation à la débauche). Ce n'est pas la voie de la facilité. Il s'agit au contraire d'aider les enfants à exploiter toutes les possibilités qu'ils ont en eux. C'est exploiter le plus de plaisirs possibles, non pas superficiellement, mais à fond, afin de pouvoir profiter des enrichissements qu'ils apportent. La liberté, ce n'est pas faire n'importe quoi n'importe comment, mais réaliser le plus pleinement ce dont on est capable.

Je crois que les hommes valent mieux que les images qu'ils donnent d'eux-mêmes, qu'ils possèdent en eux des possibilités et des virtualités auxquelles ils ont renoncé progressivement, sous la pression (le plus souvent intériorisée) de l'environnement. Une éducation libertaire consisterait au contraire à les encourager à exploiter à fond toutes ces possibilités. Pour cela, il est d'abord nécessaire que l'environnement ne soit pas limité à la famille, ni au milieu scolaire.

L'obstacle principal à une éducation libertaire, c'est peut-être la peur sur laquelle est fondée au contraire toute l'éducation actuelle. Peur des sanctions, mais ce n'est pas le plus grave. Peur des autres, de ce qu'ils peuvent vous prendre, et surtout peur de soi-même. En effet, le but est de faire admettre à l'enfant que ce qui vient en lui est, soit sans importance (les enfantillages) soit dangereux (les « mauvais » instincts) et qu'il lui faut d'abord se débarrasser de tout ça afin de pouvoir passer aux choses sérieuses que les adultes responsables peuvent lui apporter.

Est-ce à dire qu'il s'agit de « laisser faire la nature » en permettant aux enfants de se déve-

lopper sans craintes ? Qu'est-ce que c'est qu'une contrainte et est-il vraiment nécessaire d'en ajouter à celles que supposent la vie et la relation à autrui. On dira, et on a dit, que les individus livrés à eux-mêmes, ce serait la loi de la jungle, que le plus fort dévorerait le plus faible. Nous vivons toujours sur le postulat que la liberté de chacun s'arrête où commence celle d'autrui. Il faudrait quand même regarder les choses en face. Vous vous voyez, vous, tout seuls ? Je ne parle pas ici des lois et des règlements, mais de la présence concrète, physique ou intellectuelle de l'autre. Même lorsque les copains nous emmèlent, ils nous obligent à nous poser un certain nombre de questions sur nous, sur eux, sur notre façon de vivre, ce qui, en définitive ne peut qu'être enrichissant. Il est prouvé, même les psy officiels l'affirment, que dès sa naissance le nourrisson a besoin de la présence sonore et visuelle des autres, que cela lui est indispensable pour se construire. Plus tard, et très vite, l'enfant cherche à approcher les autres enfants. S'il se heurte à eux, à leur désir, il devra ajouter le sien, l'affirmer et l'enrichir de celui des autres. Comment peut-on parler de contraintes là où il s'agit d'enrichissement ? Peut-être ne vous le rappelez-vous pas, mais les jeux sexuels sont beaucoup plus amusant et enrichissant lorsqu'ils sont prati-

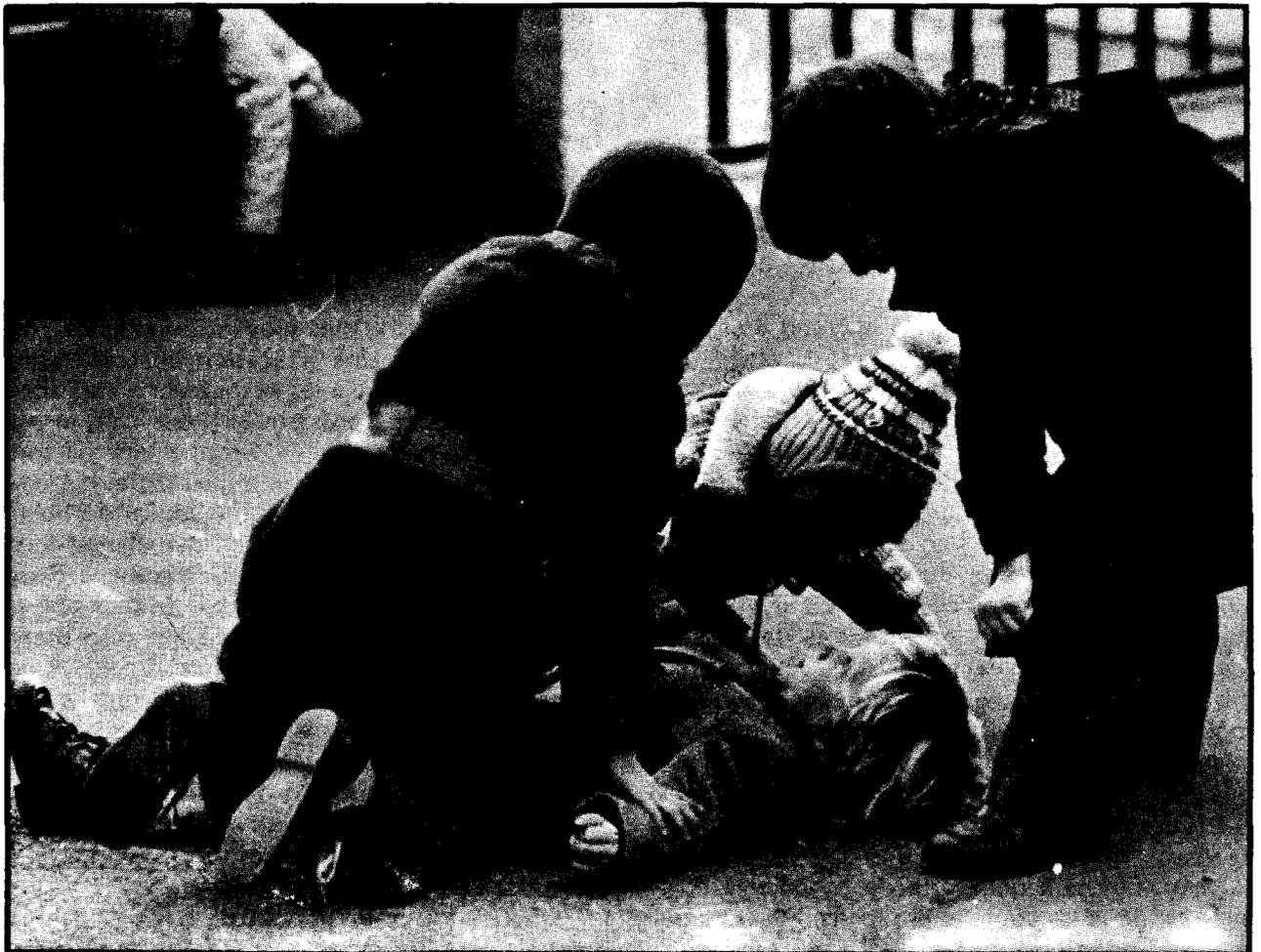
qués à plusieurs que seuls. Et ce qui se passe pour l'enrichissement intellectuel, c'est exactement pareil.

Dans ce cadre, l'adulte, et non pas le rôle auquel il s'était identifié, peut évidemment intervenir, en tant que personne, unique, qui peut posséder une expérience, une vision du monde, des techniques dont peut profiter l'enfant, au même titre qu'il peut profiter du contact avec celui-ci.

Finalement, plus on est égoïstes, plus on a besoin des autres pour s'enrichir, explorer des possibles, être en somme. C'est le vieux Bakou qui a raison : loin d'être limitée par celle d'autrui, ma liberté s'augmente à l'infini de celle des autres. Il n'est nul besoin d'invoquer une loi, même avec un L majuscule, là où il suffit d'inciter les gens et les enfants à être toujours plus égoïstes et à ne jamais renoncer au bonheur possible.

Sans doute, demain, nos enfants ne seront pas libres comme nous aurions souhaité l'être. Du moins pouvons-nous tenter de faire en sorte qu'ils ne renoncent pas à la liberté. Et que peut-être leur cuirasse soit moins rigide que la nôtre, comporte plus de failles. Qu'en somme, ils soient moins tronqués que nous.

ALAIN



---

# ET LA FAMILLE

---

**L**a notion d'éducation libertaire évoque un certain nombre d'entreprises dont on retiendra qu'elles ont en commun d'avoir voulu être globalisantes, c'est-à-dire toucher à l'ensemble des registres multiples qui interviennent pour l'enfant.

Matériellement ce furent ou ce sont des espaces définis à partir desquels s'organise une activité manuelle et intellectuelle dans une relation anti-autoritaire à l'adulte, lieux autogérés et parfois auto-financés. ( Comme au début du siècle à la Ruche avec la mise de la production réalisée par les enfants dans le circuit des coopératives ouvrières. )

La presse alternative ou plus simplement la lecture des petits annonces de Libération indique que nombreux sont ceux qui s'essayent hors des institutions à des tentatives que l'on peut qualifier de libertaires, qui se veulent également globalisantes sous forme d'internats la plupart du temps situés à la campagne.

Les principaux lieux de socialisation de l'enfant étant aujourd'hui la famille et l'école, les géniteurs d'un enfant qui souhaitent une alternative aux modèles dominants d'éducation mais qui désirent également vivre avec l'enfant qu'ils ont fait, doivent donc proposer une alternative à l'école et une alternative à la famille.

L'expérience lyonnaise d'école alternative montre que si les parents de 50 à 60 enfants s'entendent simultanément pour contester ce « foyer de répression » qu'est l'école, un nombre infime s'accorde à dénoncer ce « foyer du devoir » qu'est la famille.

Et si pour des raisons identiques à la plupart ces mêmes familles sont atteintes dans leur « bon » fonctionnement, le mode d'organisation sociale choisi sera pour chacun des membres du couple initial de se présenter seul. Seul dans son espace, seul avec son argent, seul avec le ou les enfants.

Or, si l'on admet que la structure choisie importe autant que l'état d'esprit qui lui préside, peut-on imaginer qu'un adulte isolé dans sa relation à son propre enfant puisse avoir une relation non-autoritaire avec lui ? Ainsi Maud Mannoni montre bien que dans la famille médiévale l'enfant s'adresse à la caste des pères ( oncles, père, grand-père ) ou à la caste des mères ( idem ) et que s'il perd momentanément la relation à son père ou à sa mère, il se trouve un autre adulte homme ou femme avec qui établir un lieu. Chacun le sachant peut exprimer plus librement ses choix, son autonomie. La famille mono-nucléaire bourgeoise, d'apparition récente l'interdit.

La grande majorité des femmes et des hommes préfèrent aujourd'hui questionner le rapport de leurs enfants aux autres enfants dans une école alternative plutôt que de questionner leur propre rapport à l'autre, aux autres, à l'argent, à l'espace dans un lieu communautaire.

Chacun propose alors à son enfant une démarche qu'il néglige pour lui.

L'espace communautaire est limité, pas toujours festif, répressif parfois ; il est à notre exacte image. Mais il reste un lieu de provocation, un lieu à faire exister les différences.

Une relation non-autoritaire à l'enfant semble passer en premier lieu par la qualité de relation qu'instaurent entre eux ceux qui ont fait cet enfant et avec ceux qui acceptent également d'en avoir la charge. C'est alors penser que l'autre n'est pas réductible à l'apparence que des années de vie commune ont bien voulu montrer, c'est pouvoir commencer à parler sans exclusion, c'est refuser de sacrifier vingt ans de sa vie affective ou professionnelle à la « bonne » éducation de cet enfant là, c'est un refus du morcellement qui satisfait un système économique et social répressif, c'est un refus de la rupture telle qu'elle est valorisée par la nouvelle gauche, c'est un appel à la durée, à la patience.

# TACHAN Henri

**L**e 15 novembre à la Bourse du Travail, une salle bien remplie, la lumière s'éteint, les projos s'allument, Tachan va chanter. Un récital de 22 chansons, 1H30 de spectacle dont j'ai été très satisfait ( pas moi ), à l'issue duquel nous avons interviewé Henri Tachan.

- *Que penses-tu de ce soir?*

Je pense toujours la même chose de la Bourse, c'est très difficile de chanter car l'acoustique est très spéciale; quand on est sur la scène on ne s'entend absolument pas et c'est très dur.

- *Comment es-tu venu à la chanson? Que faisais-tu avant?*

J'ai travaillé dans la restauration, pendant une dizaine d'années, comme garçon de restaurant; je servais les clients aux tables ( pas rabatues NDLR ) Je suis parti au Canada pendant quelques années, et j'ai rencontré Jacques Brel avec qui je suis devenu intime et il m'a « botté le cul »; j'écrivais déjà des poèmes à l'époque, je les lui ai fait lire et il m'a dit: « botte toi le cul, rentre en France, fais quelque chose, reste pas comme ça, t'es en train de crever ». Alors je suis rentré et j'ai commencé. C'était par là en 1964. Le premier disque en 1965 avec « les pédés », « les mauvais coups », etc... C'était un disque de révolte totale parce que j'avais des tas de trucs à sortir.

- *Les artistes qui essaient de chanter des trucs comme tu chantes, on leur dit, Tachan tu chantes ci Ferré tu chantes ça et tu fais payer 45 balles avec ce que ça implique comme service d'ordre. Qu'en penses-tu?*

D'abord je n'ai pas de SO extérieur ou intérieur, je n'en ai jamais eu et je n'en aurai jamais parce que je ne vois pas pourquoi. J pense pas être le genre de mec qui excite les gens au point qu'ils se tabassent ou enfoncent les grilles, mon tour de chant est plutôt calme et je ne dis pas au public de se lever le poing en l'air.

Pour ce qui est du prix des places je ne sais plus combien c'était ce soir.

- *C'était 38Fr en location et 45Fr ici.*

Ouais y'avait aussi des prix spéciaux pour des collectivités. Ceci dit, une place de ciné coûte 20Fr.

Lorsque je chantais il y a quelques années, j'étais seul avec mon pianiste et je tombais toujours sur des sonos pourries et des pianos infectes etc... Maintenant on a mis une tournée au point, dans cette tournée on a à payer moi, mon pianiste, les éclairages, la sono qu'on loue, le tourneur, les intermédiaires qu'il faut payer etc... Ce qui fait qu'on est obligé de fixer une fourchette des prix entre 35 et 45Fr ce qui à mon avis est un prix énorme. Il y a des gens qui ne peuvent pas payer 45 balles, c'est certain, mais je suis désolé, pour contenter tout le monde c'est très difficile. On a toujours des réflexions bon... Si monsieur Sardou fait payer 90 balles, on dit c'est tout à fait normal, c'est monsieur Sardou; et si monsieur Tachan ou Monsieur Ferré, je ne sais pas, qu'on catalogue, qu'on étiquette naturellement, font payer 45 balles, c'est le scandale, la contradiction. Moi personnellement je ne suis pas d'accord du tout. Bien sûr, j'aimerais bien que les places soient à 10 balles mais ce n'est pas faisable, c'est pas viable, c'est pas fiable. Bon, je ne veux pas sortir des papiers pour expliquer, c'est une question de fric et d'équilibre de budget; il y a une salle à louer, il y a des tas de frais. Y'a des salles, c'est 30, d'autres 40, 50 balles, ça dépend des gens qui viennent, ça dépend de tas de choses. Moi je suis jamais arrivé à faire payer des places à plus de 50 60 70 balles, alors qu'un couple qui veut sortir ça fait 20 sacs, ça fait quand même du fracas; ceci dit, je réponds à cette question chaque fois, je convains peut-être pas, mais enfin voilà!

- *Peut-être qu'on attend toujours un peu plus de gens comme toi.*

Ca fait 15 ans que j'essaie de donner des trucs... Bon... Je fais ce que je peux mais je ne suis pas seul et chacun doit être rémunéré. Il faut bien voir qu'un artiste ne coûte pas 500 000, une brique ou 10 ou 15, il coûte 45Fr x le nombre de gens qui viennent le voir. Donc, j crois que pour un artiste qui coûte 45Fr c'est pas très cher ( mon cul NDLR ), il exploite personne il maquerote personne. C'est ce que répond Ferré à chaque fois: « je mets mes chansons dans la rue, les gens sont libres, ils viennent ou pas. »

- *Est-ce qu'il serait possible de trouver un système, de ne pas passer par Alguay, KCP, pour diminuer les tarifs?*

On le fait toujours; il se trouve que dans certaines villes il est difficile de le faire; alors moi je ne suis pas suffisamment connu encore pour imposer tout. J'essaie d'imposer certaines choses et plus on est fort, plus on impose. Il faut que je devienne encore plus fort pour imposer la suppression de certains intermédiaires. Là j'ai fait un gros boulot avec ma femme et mon pianiste, puisqu'on a réussi au bout de 15 ans de combat, à éliminer les maisons de disques partiellement puisque je travaille avec Pierre Perret en coopérative et on se fait simplement distribuer par des maisons de disques; mais c'est très difficile, très couteux et abominable parce que, tu parles, on est vraiment la cible des maisons de disques. Pour le prix des places ça prendra peut-être

encore 5 ou 6 ans, si j'ai pas arrêté avant. C'est difficile à dire en 10 minutes dans une interview les problèmes auxquels un artiste qui veut se battre contre tout ça, se heurte, c'est monstrueux. Pour passer à Lyon par exemple, je peux pas arriver la gueule enfarinée en disant c'est moi Tachan et puis je fous les places à 10 ou 15 balles; c'est pas possible parce que je suis que Tachan. Bon, si j'étais peut-être plus... tu comprends bien, une salle je la remplis, avec 7 000 personnes, les places seraient pas à 45 balles. c'est aussi con que ça. Par exemple mon pote Maxime Le Forestier (MLF) a fait des trucs parce qu'il pouvait le faire, il a pu le faire et quand il le faisait pas ( quand ça marchait pas, on pense NDLR ) il bouffait du fric et c'est quand même pas normal tu comprends, c'est pas possible. MLF par exemple, a fait le cirque divers à Paris à 20 balles la place et il a bouffé du fric... Il a réfléchi aussi et lui il remplit plus que moi et moi je fais ce que je peux, pas mal, et pas encore comme je voudrais.

- *Pourrais-tu nous donner ta position sur les femmes, notamment à travers tes deux chansons « les z'hommes » et « toutes les femmes sont belles ».*

Les deux chansons sont liées comme les deux problèmes le sont, à savoir que je pense sincèrement que depuis 2 000 ans, je le dis dans « les z'hommes », les femmes ont été mises en esclavage par les mecs. Elles ont été ratonnées comme les arabes ou les juifs, exactement pareil et que depuis quelques temps elles se rebellent et c'est très bien parce que je ne comprends pas, tout connement, la différence qu'il peut y avoir entre une femme et un homme; ce qui ne m'empêche pas de dire dans une autre chanson que toutes les femmes sont belles parce que je suis un homme et que je peux les désirer. Je parle aussi des grands-mères qui sont belles car j'ai une affection pour les femmes et je suis plus proche d'elles que des hommes. C'est une question de... enfin comme on peut aimer plus les chiens que les chats; ça n'a rien à voir avec l'égalité. Je me sens mieux avec des femmes qu'avec des mecs, je préfère discuter avec elles qu'avec des hommes.

- *Pour la deuxième chanson je voyais plutôt le côté: toutes les femmes sont des anges, elles sont parfaites, alors qu'en fait, tu dis qu'elles se rebellent. C'est vrai mais malheureusement il y en a d'autres qui se complaisent dans leur rôle de femmes-esclaves et maintiennent elles aussi ces traditions pourries. Est-ce que pour toi c'est aussi à cause des hommes?*

Quand je dis que toutes les femmes sont belles, je suis un peu de mauvaise foi mais en trois minutes on est toujours de mauvaise foi ou subjectif. De toute façon, même celles qui ne se rebellent pas ou qui se complaisent comme tu le dis, c'est que c'est difficile de se rebeller peut-être avec le mec qu'elles ont ou les gosses et toute l'éducation qu'elles ont eue; donc de toute façon, je les comprends et je leur trouve beaucoup plus de circonstances atténuantes qu'aux mecs. Pour moi c'est pareil, je suis un corse aussi voilà! ( ceux qui n'étaient pas à la Bourse comprendront quand ils entendront cette chanson; c'est une nouvelle, y'en a d'autres et je les trouve très bien ).

- *Par rapport à la violence et à l'armée, je pense que c'est clair dans tes chansons mais pourrais-tu préciser un peu?*

Je suis contre la violence parce que je ne suis pas violent et je comprends pas qu'on se tape sur la gueule; c'est tout, ça m'a toujours étonné mais ça c'est sincère, du fond du cœur, j'ai compris pas un mec qui en prend un autre pour lui foutre son poing dans la gueule. Alors évidemment, je comprends pas l'armée... Mais je suis un peu étranger. D'ailleurs, dans ce monde d'engagement violent qu'il soit de gauche ou de droite, je suis un peu à l'écart, je suis à côté de leurs pompes.

- *Ce que tu fais n'est-il pas une forme d'engagement?*

Non, c'est un engagement, c'est une constatation: je suis comme ça c'est tout, j'suis plus près de la victime que du bourreau, je suis plus lapin que chasseur. C'est ma nature profonde et voilà c'est aussi facile que ça.

Le Guellek et Tonton

MUSIQUES



A noter qu'« aux clochards célestes » vont se produire des groupes de free jazz et de recherche musicale, le samedi soir notamment, de 18H à 20H, pour 15Fr environ.

Tonton et le Guellek

Pour faire IRL il y a un nombre de personnes très réduit. Celles et ceux qui y participent n'ont pas encore réussi à se mettre d'accord sur la façon de fabriquer ce périodique. Diverses positions co-existent :

- un journal reflétant les activités et les idées du mouvement anti-autoritaire lyonnais.
  - journal donnant la parole aux non-professionnels : les individus qui ont des choses à dire et qui partent d'une base locale.
  - mensuel libertaire pouvant devenir un instrument pour l'ensemble des libertaires de France.
- ( Je développerai ce dernier point qui représente ma position ).

# micro libertaire des années 80

Donc, IRL pourrait être un mensuel intéressant, par son contenu, le plus grand nombre possible de personnes, en s'interrogeant sur la possibilité de création d'une alternative à partir de bases non dogmatiques et actuelles. Enfin, un mensuel qui donne aussi la parole à des spécialistes : à des personnes qui, par leurs analyses, études, recherches, ont des choses à dire, des choses qui souvent sont trop théoriques, mais qui, néanmoins représentent des bases nécessaires à la connaissance d'une société pas trop facile à comprendre et à transformer. Je pense qu'il n'est pas suffisant de dire : « Ni Dieu, ni Maître ! » pour changer la vie quotidienne. Pour détruire l'Etat, il ne suffit pas de crier : « A bas l'Etat ! », il faut encore savoir comment. Une manif ou un pavé dans une vitrine ne suffisent pas à changer le rapport de force entre la bureaucratie ( ou techno-bureaucratie ), des politiciens, des forces répressives et nos volontés et désirs de vivre autrement.

## DIVAGATIONS

Si « Actuel », qui se vend bien, n'a pas envie de donner des idées, mais de réciter-raconter-faire voir des choses en surface, je pense que ce genre de journal ne peut nous servir que lors d'un voyage en train ou comme distraction, mais...

Non ! Je ne vois pas l'utilité d'un journal slogan, d'un éditorial pour faire changer les choses. Et d'abord, faut-il changer quelque chose ?

Police—Armée—Bureaucratie—Politiciens—Patrons—Directions syndicales... ne sont-ce pas eux qui veulent mener le bateau. Hum ! Excusez-moi le skylab !

Et moi, et toi, et la peur de la guerre, des centrales nucléaires, du chômage — non-rémunéré —, de l'angoisse-névrose, de la solitude, de ne servir à rien et de ne rien faire ! Et la peur de se voir mourir à petit feu sans avoir pu vivre !

Et pourquoi donc faire IRL ? Les nombreux journaux qui existent ne suffisent pas. L'existence d'IRL est due à la nécessité ressentie par un certain nombre de personnes de créer un instrument d'analyse, d'information et de débats autour des idées-actions libertaires. Car si ceux qui cherchent une alternative sans étiquette sont nombreux, ils ne prennent souvent pas en considération, les acquis du mouvement anarchiste et libertaire. Mouvement qui a eu une importance non négligeable vers la fin du siècle dernier et au début de ce siècle, jusqu'à l'écrasement des collectivités libertaires en Espagne ( 36/39 ). Après la deuxième guerre mondiale, ce mouvement n'a pas toujours eu la possibilité de se développer dans les formes-organisations existant avant-guerre ( voire avant le fascisme et le nazisme en Italie et en Allemagne ).

## POURQUOI ?

Je cherchais une réponse, mais je n'ai trouvé que des hypothèses. Je n'ai pas, non plus, étudié cette longue période qui va de la fin de la guerre aux années soixante. Période pendant laquelle, le mouvement libertaire loin d'être terminé, vivait dans des petits groupes, sans quasi aucune prise sociale.

Je m'avance peut-être un peu trop, et j'ai peur de dire des conneries. Je ne suis pas un historien et je n'ai que 25 ans ( bientôt 26 ! ). Mais, il serait intéressant d'étudier cette période, ainsi que le mouvement hippie anti-autoritaire des

années 60-70 ; AVIS AUX LECTEURS !

MAI, et la redécouverte des penseurs anarchistes, la découverte de journaux anarchistes qui n'ont entre temps, jamais cessé de paraître. Mais, comment pouvait-on faire pour créer un fort mouvement libertaire ? Le dogmatisme de certaines personnes et organisations anarchistes n'ont pas facilité cette reconstruction, ni la culture marxiste-léniniste qui fleurit dans les facultés où les profs découvrent le matérialisme de l'histoire. Dix ans déjà ! Et nous revoilà à travailler comme des mules pour publier un petit journal, à s'engueuler dans les réunions car on ne connaît pas le droit chemin, à cogiter sans pouvoir enfin dire : voilà ! On peut aller par là !

Ecologie, féminisme et gauchisme décadent nous ont appris des choses, et puis !

### ENCORE DES QUERELLES ! OU LA PEUR D'ÊTRE CHEF

Encore des problèmes entre ceux qui parlent toujours et ceux qui ne peuvent pas ouvrir la bouche ( intimidés, opprimés.... ). ( C'est maigre comme analyse ! n.d.l. Dactylographe ). Pendant combien de temps encore, faudra-t-il chercher, une solution pour pouvoir constater une petite réussite ?

Ainsi, dans IRL, le problème de faire un mensuel n'est pas vécu de la même façon. La peur de se tromper, la peur de devenir des chefs, la peur de s'aliéner l'amitié des copines, copains, nous enferme dans le ron-ron machinal qui tire en avant cette revue.

Alors, on a une composhère qui est utilisable à partir de 18 heures, mais on a pas beaucoup de personnes qui veulent apprendre à s'en servir. Gemma est la plus têtue, elle ne démord pas, et avec Catherine se caille des soirs et des soirs. Patrick, notre claviste bestial, vient composer,

mais il dit qu'il a des choses à faire ailleurs, plus rigolottes et plus intéressantes. On avait encore deux compositeurs, Daniel et Jean-Pierre, Daniel doit finir ses études et il n'a pas beaucoup de temps. Jean-Pierre, lui, vient quand il a du soleil dans le cœur. Certains voudraient apprendre, mais Dédé est trop militant. Au montage, les choses se passent un peu différemment. Ma pomme et Jean-Marc, aidés cette année par Pierre et Christophe, veulent bien continuer, mais sont un peu las de faire un journal pas toujours intéressant. Quand on est las, on se trompe de colonnes et de pages... A la rédaction, sans direction ni trop d'action, il y a aussi Alain, qui lui écrit ses jolis papiers avec le cœur d'un enfant et la cervelle d'un psy...

Et puis, il y en a d'autres qui participent à la fabrication d'IRL, qui seront sûrement fâchés de mon manque de considération par rapport à eux. Mais, il ne faut pas s'en faire, un jour, ils se rebelleront et ils me mettront au pilori. Il faut dire encore, qu'une poignée de personnes s'intéresse à IRL dans d'autres villes, mais je vous cacherai aussi leurs noms que vous trouverez ponctuellement dans les prochains numéros ( ??? )

---

#### Deux mots pour vous annoncer la réunion du 12-13 janvier

Réunion historique qui aura lieu à partir du samedi 12 à 10 heures dans les locaux d'IRL, jusqu'à dimanche après-midi. Réservez vos places, et intervenez !

Pour plus d'informations, vous pouvez téléphoner à la Gryffe : 861.02.25

Un bisou, Mimmo  
Lu et approuvé par  
Barthelemy ( no ) SINGER

---

#### OP 20 ( suite de la page 2 )

L'arrestation des deux insoumis OP 20 Marc Gauthier et Yves Dauphin le jeudi 27 novembre alors qu'ils collaient pour le procès de Fabre en est la preuve.

Si les OP 20 se battent actuellement pour l'obtention du statut, ils placent leur lutte dans un cadre plus large et sont totalement solidaires de la lutte contre la répression de tous les antimilitaristes, ainsi que celle contre la restriction des libertés.

Depuis que les status sont systématiquement refusés, 130 nouvelles demandes collectives ont été faites : l'OP 20, ça continue.

## Communiqué

S'il vous reste un peu de....  
**EXIGER AVEC NOUS LA LIBÉRATION DE GILLES MORARD INSOU MIS.**

Parce qu'il refuse de faire l'armée, Gilles est actuellement incarcéré au camp de Sathonay. Il est en grève de la faim depuis le 30 novembre et en grève de la soif depuis le 4 décembre afin d'obtenir sa libération.

Soutenons-le et exigeons sa libération en écrivant au :

Colonel Vincent  
99ème régiment d'infanterie  
59 580 Sathonay Camp

# LE CULTE DE LA CHAROGNE

## UNE CHIEE TRADITION!

**L**e 27 juillet 1976, Christian Ranucci, reconnu coupable du meurtre de Marie-Dolores Rambla, est guillotiné à Marseille. Le 26 juillet 1979, Gérard Baransky, recherché pour le viol et l'assassinat de deux adolescents, Patrik Fabini et Fahrïd Tizid, se tire une balle dans le cœur.

Avec la mort de ces deux hommes, les haines accumulées autour d'eux allaient-elles s'éteindre ? Non, car pour les familles des victimes, leur châ-timent avait été beaucoup trop doux.

Les Fabini et les Tizit, surtout, se sentirent frustrés dans leur désir de vengeance. « Si Baransky était tombé entre nos mains, il aurait compris son malheur », disaient-ils furieux. A défaut, ils s'acharnèrent sur sa charogne.

Baransky avait été inhumé dans un petit cimetière de Moselle, à quelques mètres de la fosse commune où reposaient ses victimes. Comble de la provocation ! Tous les soirs, de mystérieux (?) promeneurs vinrent arracher les fleurs et chier sur sa dalle. Mais c'était insuffisant, bien sûr. Ça ne gênait guère que les parents Baransky et le garde-champêtre, qui se payait le nettoyage du coin tous les matins... Alors, dans la nuit du 2 octobre, les frères et sœurs de Fahrïd déterrèrent le cercueil, l'entrouvrirent pour le remplir d'essence et y mirent le feu...

Ouf ! Du coup, le moral remonta chez les Tisit. « Fallait le faire ! » s'exclama la mère, toute remplie d'admiration pour sa progéniture. Le père - excité comme aux plus beaux jours du procès de Patrick Henry à Troyes, où il exigeait par voie de tracts une peine plus dure que la guillotine, pour que les (présumés) assassins en chient un max - le père, donc, regretta seulement de n'avoir pu « tenir aussi l'âme » de Baransky. Et les Fabini firent part à qui voulaient les entendre de leur « immense satisfaction ».

Les époux Rambla, eux laissèrent les restes de Christian Ranucci en paix. Mais ils s'insurgèrent contre tous ceux qui, de près ou de loin, tentaient de revenir sur l'enquête. Ils ne supportaient pas que le moindre doute soit émis quant à la culpabilité du guillotiné. C'était une atteinte à la mémoire de leur gosse. Sécurisant d'avoir « son » assassin. De pouvoir coller un nom sur l'objet de sa haine...

Aussi, quand Michel Drach réalisa le pull-over rouge, les Rambla demandèrent sa saisie. Leur plainte ne fut pas entendue. Mais, en appel,



l'avocat général dénonça le film, jugé outrageant pour la magistrature, et obtint la coupe de quatre scènes montrant la famille de la victime. C'était dit : Marie-Dolores avait été orpheline ! Non, sa mère n'avait pas appris sa mort en présence de voisins ! Non, son père ne s'était pas évanoui en identifiant son corps ! Par cette action dérisoire, la justice prétendait affirmer son droit à exercer une censure préalable...

A sa suite, certains maires du sud-est tentèrent de se distinguer, en interdisant purement et simplement le film dans leur ville. Et puis, un comité de soutien à la famille Rambla se créa à Marseille, soutenu par Le PEN et compagnie...

Allons, une fois de plus, la meute se déchaîne ! Haro sur le meurtrier... et vive la peine de mort ! Ou plutôt non, vive quelque chose de plus « méchant » ! Laissez-les vivre pour les faire crever sans précipitation, les « coupables » !... Faites confiance aux gens qui ont le culte de la vengeance. Ils ne manquent pas d'imagination. Ils vous arrangeront ça aux petits oignons : des piloris partout, des tortures raffinées, un grand spectacle retransmis à la télé-couleur, avec beaucoup d'hémoglobine et des cris de douleurs en stéréo... Le rêve !

Vanina

# LES LUTTES

# DES SIDERURGISTES

2<sup>ème</sup> partie

## LA MARCHÉ DU 23 : LES DISSENSIONS SYNDICALES ECLATENT AU GRAND JOUR

L'idée de la marche est née au lendemain de la grande manifestation du 12 janvier à Metz. En effet cette manifestation montrait l'ampleur de la mobilisation en Lorraine et ouvrait la perspective de faire reculer le pouvoir.

La réponse de Barre à l'inquiétude des travailleurs ( à peine 1000 emplois pour la Lorraine, 100 pour Longwy ) devait achever de convaincre les syndicats qu'il était nécessaire d'accroître la pression sociale. Et surtout l'intransigeance des patrons et de l'Etat avait donné le signal de l'escalade dans l'action directe ouvrière. Les directions syndicales ne pouvaient garder leurs troupes en main qu'en leur proposant des actions de masse de grande envergure.

Bien que lancée à l'origine par la CGT, la marche sur Paris apparaissait à tous comme le moyen de peser le plus lourd possible sur les négociations.

### LE DICTAT DE LA CGT

Très vite la CGT manifesta sa volonté de prendre les choses en main. Elle fixe seule les modalités et la nature de la marche ( manifestation interprofessionnelle nationale ), choisit arbitrairement une date ( le 23 mars, juste entre les deux tours des cantonales ) et annonce le tout à la presse appuyée par la seule CFTC.

Les objectifs et la tactique de la CGT sont clairs. Il s'agit :

1 ) De s'approprier l'initiative et l'organisation de la marche pour apparaître comme l'organisation qui défend le mieux les travailleurs. ( Il faut dire qu'à la base, la CGT a bien besoin de redorer son blason après ses condamnations maladroites de l'action directe ).

2 ) En étendant l'appel à la région parisienne, la CGT est certaine de pouvoir confier un service d'ordre capable d'encadrer les sidérurgistes de Lorraine et du Nord. En effet la CGT n'est pas sûre de ses troupes chez les sidérurgistes...

3 ) En noyant les objectifs concrets des sidérurgistes dans une « marche des mécontents », la CGT glissait habilement du terrain de l'affrontement social à celui de la lutte politique. D'une part elle donnait au PC une formidable tribune pour développer ses positions nationalistes dans le cadre des élections cantonales et dans la perspective des élections européennes. D'autre part elle désamorçait l'engrenage de l'action directe et situait la lutte sur un terrain où elle risque beaucoup moins d'être débordée.

4 ) En faisant apparaître la CFDT comme hésitante et peu déterminée, la CGT permet au PC d'illustrer concrètement par organisation syndicale interposée sa propagande sur le virage à droite du PS et de justifier sa nouvelle orientation « d'union du peuple de France ». Le ralliement du PS à la marche n'avait d'autre objectif que de contourner le piège. Il est à ce sujet intéressant de noter que la CFTC a fait cause commune avec la CGT durant toute cette affaire. Lorsqu' on sait que les dirigeants de la CFTC sont de sensibilité gaulliste...

Les enjeux sont donc de taille pour la CGT et le PC. Surtout qu'il leur faut à *tout prix* conserver leur fief du Pays haut ( dans le coin de Longwy le PC fait des scores électoraux entre 60 et 80 % ).

En fixant ses conditions et en refusant toute discussion, la CGT choisit délibérément la rupture !

( suite à la page 32 )

# A la frontière: les macaronis!

**1** 8 heures 30, dans un compartiment de seconde classe du Bordeaux-Paris: un homme, une femme, allure quelconque, la cinquantaine.

« Ah ! Nous entrons en gare de Poitiers. C'est pas trop tôt : trente cinq minutes de retard. Il fut un temps où l'exactitude était la règle d'or de la SNCF. Je ne sais pas ce que vous en pensez, mais on n'arrive jamais plus à l'heure.

*Ça, vous pouvez l' dire ! Remarquez, pour c' que j' prends l' train, j' peux pas dire qu' ça m' dérange, mais enfin, tout de même...*

Les syndicats s'y entendent pour organiser la pagaille. Maintenant on fait grève pour un oui, pour un non. C'est pas en Allemagne qu'on verrait ça. Non, je ne suis pas pro-allemand. Les boches, ils nous en ont trop fait baver pendant la guerre. Mais on pourra dire ce qu'on voudra, voilà un peuple discipliné. C'est pas comme chez nous...

*Surtout avec les jeunes d' aujourd' hui...*

Vous avez remarqué aussi ! Ils ne pensent qu'à s'amuser. Le chômage ! Voilà un bon prétexte pour ne rien faire.

Moi, Madame, j'ai commencé à travailler à 14 ans ! et en des temps autrement difficiles. Mais y avait pas tant d' sexe et on ne se droguait pas dans les lycées.

*Ah, Monsieur, si c'est pas une honte !*

Les jeunes de maint' nant ne connaissent pas leur bonheur. Moi, je ne les comprends pas. Ils n'ont qu'une idée en tête : partir. Aller à Kathmandou ! Je vous demande un peu ! Alors qu'il y a tant de chose à voir chez nous : les cathédrales, les châteaux de la Loire, et la Tour Eiffel : unique ! Même les Américains en sont jaloux. Paraît qu'ils auraient proposé de nous l' acheter.

Et la campagne française... Vous êtes d'où, Madame ?

*Normande, Monsieur, du Calvados.*

Je suis alsacien, mais je connais bien. J'étais représentant, alors j'ai beaucoup voyagé. La Normandie ! La patrie du camambert ! Savez-vous qu'il existe plus de 200 espèces de fromages en France !

*Vraiment ?*

On peut dire que nous sommes les champions de la gastronomie. Notre cuisine, on vient du monde entier pour y goûter. Malgré tout, on se demande comme ils font, à l'étranger, pour manger aussi mal...

*Oh ça ! J'ai une voisine qui connaît une Anglaise. Ici elle trouvait excellent tout ce qu'elle mangeait. Mais, de retour à Londres, elle s'est remise à cuisiner comme si de rien n'était. Enfin, quand je dis cuisiner j'me comprends. Je ne sais pas si vous avez déjà goûté à leur pudding ?*

Et leur gigot à la menthe ! Ils le font bouillir ! C'est pas croyable ! Je me demande comment on peut gâcher ainsi la nourriture ! Enfin, chez nous, heureusement, c'est différent.

*Et en plus, c'est varié. Chaque région a sa spécialité.*

On peut avoir ses préférences, mais il faut reconnaître que dans toutes les régions on mange bien. Et puis, on sait arroser. Les vins, c'est important. Il faut connaître. Savoir si avec tel plat on met un Bordeaux ou un Beaujolais, un rouge ou un blanc. C'est un art pour lequel nous n'avons de leçons à recevoir de personne... Je le disais je ne comprends pas les jeunes. Qu'est-ce qu'ils vont chercher à l'étranger ? Alors que je suis bien sûre qu'ils n'ont même pas visité la France, leur propre pays qui est si beau.

*Et si hospitalier !*

Une terre d' asile ! D' ailleurs y en a plus d' un qui l' a compris. Croyez-vous vraiment qu'il y aurait autant d' étrangers chez nous si ce n'était pas un beau pays ? Ça en devient même gênant parfois. Dans certains quartiers on ne se sent plus vraiment chez nous.

*C'est vrai, on leur offre l' hospitalité, qu' ils aient au moins la décence de respecter notre façon de vivre. »*

*Paris, 21h 30.*

La copine qui est venue m' attendre à la descente du train m' apprend l' extradition de Pace. J'avais beau m' y attendre, après celle de Piperno, ça me fait quand même un choc. Demain ce sera le tour de mon copain P.P. Goegan, cet anarchiste insoumis réfugié en France. Il n'est plus ici qu' en sursis. Le temps d' être condamné pour délit de presse — ou pour autre chose, suffit de trouver — et hop ! à la frontière... C'est vrai, quoi ! auraient dit mes compagnons de route, on les accueille chez nous et pour tout remerciement ils traitent notre société de fasciste. Qu' ils le pensent, passe encore. En France, on est libre de penser ce qu' on veut.

Mais qu' ils l' écrivent, alors là, non !

Et. CONSORT

# POEMES...

17

*Il est des lumières d'automne qui ne trompent pas  
de ces lumières qui fardent de gris les matins brumeux  
de ces lumières froides qui gèlent le cœur des passants et  
qui recouvrent d'étincelles les fruits du marché  
de ces lumières qui ne transpercent pas le corps  
et qui effleurent la peau*

*pour lui faire sentir la douleur*

*du quotidien,*

*et ces mêmes lumières qui éclatent parfois le jour  
et viennent dorer les feuillages...*

*... que l'on ne voit plus lorsque nos yeux  
sont rivés sur le travail qu'on nous impose  
et que nos regards laiteux se brunissent  
sur l'absurdité de nos gestes.*

*la lumière prend son temps alors  
pose ses*

*couleurs*

*sur la vie,*

*doucement, sans que personne ne la  
remarque.,*

*puis le soir,.....revient, aussi simplement,  
et les reprend*

*une à une*

*ne laissant que les silhouettes*

*d'un monde ..... où elle a appris*

*l'accent de la solitude.*

*aucune révolte, aucune résignation*

*bannie de son langage*

*elle repart..... laissant une douceur amère*

*sur l'épaule des rêveurs.*

*Gérard Fontaine*

*23 novembre... vendredi.*

## **BLEU MARINE ET VERT KAKI**

*Parfois rester déterminé face à la répression, l'agression constante, est bien difficile.*

*Car c'est bien eux qui « provoquent »...*

*Tu traverses la rue, et là, à l'autre bout, ils sont là...*

*..... à te tracasser, te traquer, te noter.*

*Tu sens le moindre geste, la moindre attitude transcrits.*

*Tu sais que tout cela est enregistré sur ordinateur avec un n...*

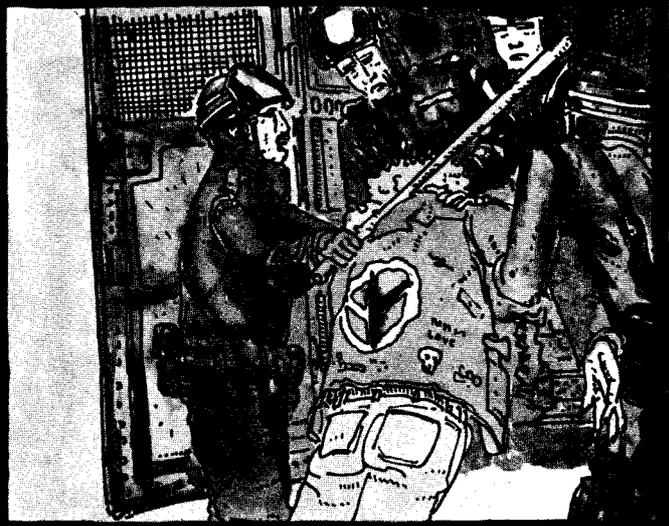
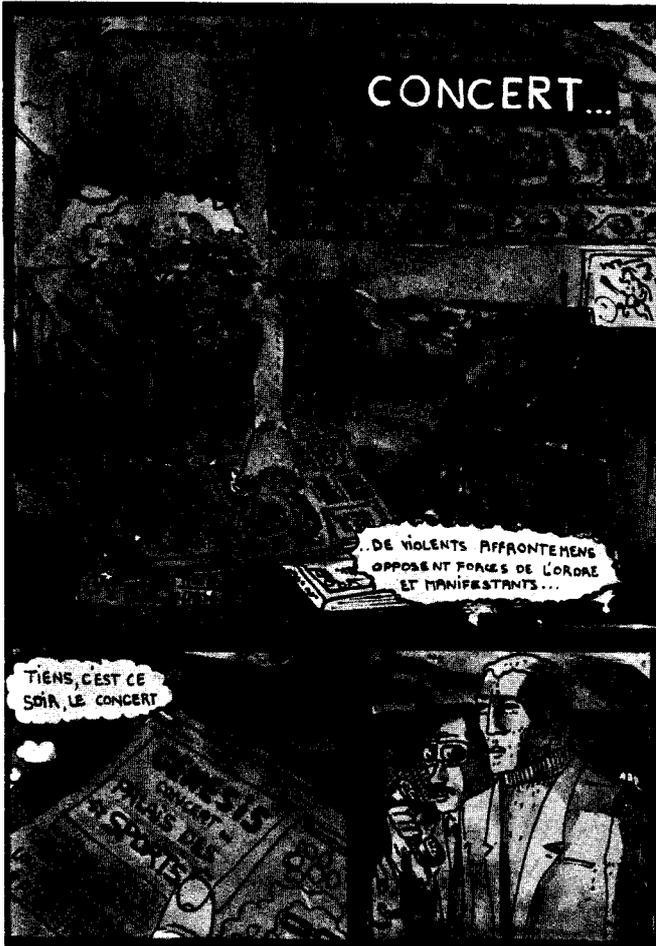
*Ils sont là, bardés de ceintures larges, de bottes hautes, de médailles et de mitraillettes rutilantes,  
de camions verts, dans leur « costume » bleu Marine de tous les jours.*

*Et toi ; tu te promenais tranquille, rêvant, bien...*

*humant l'air frais d'un après-midi d'automne - le soleil, l'herbe, les oiseaux, les mémés, les chats,  
les poubelles, le goudron mal réparti sur le trottoir, les cheminées qui crachent jaune - au détour  
d'une rue pavée, c'est la confrontation - et pour toi c'est « toujours » le froid glacial car tu sais ce  
que ça veut dire, ce que ça représente.*

*Tu n'as pas, comme ceux qui te côtoient, le sentiment d'être « protégée », d'ailleurs, tu n'en as  
pas besoin.*

*Je voudrai que les gens de la rue ouvrent grands leurs yeux et leur têtes et qu'ils comprennent, et  
qu'ils comprennent.*





...J SWS PMS TELEMENT  
NIEUX LOEÉ...



...JE NE SANS BOULOT, ON  
DEHENT POU DANS CETTE  
PUTAIN DE VILLE...



...JA DES JOURS, LE METRO  
EST YRMENT OPPRESSANT...



...FRANCE  
DE S'EN G...  
...SORTIE!  
...BAH... FANT PMS PENSER  
A CES CONNERIES...



...?.. NEAHE!



...J EN AI MARRE  
DE CETTE HISTOIRE  
DE LUNE !!...



FIN

# Autogestion par Décret



Slobodan Drakulic, sociologue de 32 ans, a participé à la Conférence de septembre 79 sur l'autogestion à Venise. Comme militant il participa au mouvement étudiants de 1968 et participa jusqu'en 1972 à divers mouvements sociaux, en se spécialisant dans la sociologie de la contre-culture, de l'écologie, du féminisme, etc. Il est président de la société croate de sociologie et se considère comme un anti-autoritaire critique et « non anarchiste dans un sens strict ».

**I**ndépendamment de la situation actuelle, une des premières critiques à faire de l'autogestion yougoslave serait sur son implantation.

R — De 1945 à 1948 il y a en Yougoslavie une direction totalement stalinienne. Vers 1950 après des tensions et des attaques contre l'URSS, l'autogestion fut décrétée. Si l'autogestion avait été le résultat d'un besoin social, quel changement a pu se produire entre 1948 et 1950 ? Ceux-là mêmes qui étaient staliniens en 1948, se retrouvaient deux ans plus tard comme anti-staliniens.

L'autogestion fut en réalité une réponse en politique extérieure contre l'URSS. Elle n'était pas sentie comme une nécessité sociale, elle n'avait pas de racines profondes dans la société., par contre il fallait se différencier du régime soviétique. Cela veut dire que ce fut Staline lui-même qui poussa le parti communiste yougoslave à prendre une autre position.

*Pourrais-tu donner un exemple pratique du fonctionnement de l'autogestion actuellement ? Comment sont nommés les directeurs des entreprises ?*

R — Depuis 1950, dans l'autogestion le directeur était nommé par l'Etat. Maintenant, le directeur passe un stage de formation et après des concours publics, il est finalement élu par le Conseil de l'usine, avec l'autorisation des organisations socio-politiques du district. Il y a une rotation horizontale, au niveau des responsables

de moyenne importance, qui passent par les syndicats, les usines, les entreprises... Les directeurs n'ont pas de pouvoir politique, mais ils agissent dans un plan politique, parce qu'ils passent de la municipalité à l'usine, au Parti, au syndicat.

Nous avons ainsi, au niveau du district, une situation de type oligarchique. Il y a 200 personnes qui sont partout, dans l'usine, à l'Hôtel de Ville, au syndicat, dans le Parti et dans les Jeunesses. Et cela correspond à ce que décrit Pareto dans « la circulation des élites », encore qu'en Yougoslavie le processus est beaucoup plus lent que celui que Pareto évoque.

*Quelles sont, à grands traits, les différences du système de production yougoslave ?*

R — Il y a une première différence : il n'existe pas de propriété privée des moyens de productions. Pour les salariés, la seconde différence est la planification de la production, la distribution et la répartition des bénéfices, qui se fait. Ce qui revient théoriquement à chacun. Et là commence la stratification sociale.

*Comment s'établit l'échelle des salaires ?*

R — Pour parler d'un cas concret, là où je travaille à l'université, les experts, les diplômés universitaires contrôlent les commissions, élus par les travailleurs ( commission de planification, de distribution, de propagande, etc. ). Les travailleurs eux-mêmes choisissent les experts. La commission la plus intéressante est celle qui distribue les bénéfices.

Un exemple concret : les balayeurs touchent environ 4.000 dinars, les professeurs ( pour chaque faculté le salaire dépend des subventions accordées selon le nombre de membres du centre, ce qui entraîne une véritable inflation d'enseignants ) 13.000 dinars en gros en moyenne.

Dans la faculté il y a un conseil qui représente les professeurs, les membres de l'administration, et où siègent aussi les représentants des organisations politiques et industrielles de la région, sans oublier ceux des centres économiques. Et ce conseil est au-dessus de l'ensemble des professeurs. Il s'occupe de tout ce qui a trait à la faculté, il contrôle l'université. Et pourtant à Salamanque il y a 500 ans il y avait plus d'auto-gestion : les élèves élaient les professeurs et, de plus, ils portaient l'épée.

*Comment la population active est-elle divisée par secteurs et en pourcentages ? Quel est le poids quantitatif de la bureaucratie ?*

R — Il n'y a pas de données précises. Les chiffres officiels ne font pas de différences. La seule différence est celle entre « producteurs » et « non producteurs » : ces derniers sont dans les secteurs de l'enseignement, de la culture, de la fonction publique. La différence de salaires entre producteurs et non-producteurs est de l'ordre de 10 à 15 % en faveur de ceux qui « ne produisent pas ». En fait, les statistiques mettent ensemble les travailleurs manuels et les directeurs d'usines. Elles ne font pas de différences et les données restent générales et non détaillées.

Le plan quinquennal actuel finit en 1980, et il y en aura un autre ensuite. Les plans sont établis au niveau des républiques et des territoires autonomes, et ils sont très rarement achevés. En fait, chaque entreprise fait ce que le marché impose. Il y a un certain contrôle, mais il n'a pas de conséquences, il est seulement statistique. Mais il n'y a aucune statistique annuelle afin de pouvoir savoir si une république a réalisé ou non le Plan.

Ensuite il y a une compensation entre les républiques, et il existe un fond pour les territoires moins développés. Il existe également des impôts fédéraux que les territoires les plus développés acquittent.

*Malgré toutes ses déficiences, et sa nature originelle de système imposé, est-ce que des années d'« autogestion » à la yougoslave peuvent être considérées comme positives dans la conscience des gens, pour un futur système authentiquement libertaire, ou bien au contraire les gens sont-ils fermés à l'autogestion ?*

R — Ce n'est pas l'autogestion. On pourrait l'appeller cogestion. Les effets de cette situation sur le peuple sont ambivalents : parmi les effets négatifs, beaucoup de gens n'ont pas confiance dans l'autogestion, mais en même temps ils veulent des salaires plus élevés, de meilleurs condi-

tions de vie, et en réalité ils luttent pour l'auto-gestion. Et il le font dans le cadre du système. Le doute entraîne en même temps la volonté de combattre pour des choses réelles dans le système.

*Quels sont les effets de la pénétration des multinationales en Yougoslavie ?*

R — 80 % de la technologie est occidentale. Je ne peux pas répondre globalement sur les multinationales. Là où j'habite, il y a la Down Chemical qui produit du napalm. Les ingénieurs sont américains, et il y a des ingénieurs yougoslaves qui apprennent avec eux. Officiellement la Yougoslavie a 51 % des actions, comme le veut la loi, ce que veut dire que le gouvernement yougoslave permet au gouvernement américain d'exploiter les ouvriers yougoslaves.

*Comment la fabrication du napalm est-elle conçue par les plans autogérés des entreprises et de la région ? Qui fixe la production ?*

R — J'espère que les leaders yougoslaves se sont penchés sur ce problème, car je n'en sais rien. Ironie à part, c'est un problème, et je me demande si les américains de cette société laisseront aux Yougoslaves le soin de fixer le plan de production. Mais il y a d'autres aspects intéressants à ce sujet. Il y a un oléoduc soviétique qui passe par la Croatie jusqu'en Hongrie. Une partie est à 500 mètres de l'usine de Down Chemical. Cela veut dire que cette multinationale fonctionne avec du brut soviétique pour fabriquer le napalm, qu'emploieront ensuite les américains dans leur « politique extérieure ».

*Y-a-t-il en Yougoslavie une sorte d'opposition de gauche comme les dissidents soviétiques ? Où en est le groupe « Praxis » ?*

R — Huit professeurs de Belgrade furent exclus de l'université en 1975 pour avoir critiqué le système. Ils touchent encore leur salaire, mais ils ne peuvent pas travailler. On ne leur a pas retiré leurs passeports. Ils ne peuvent pas publier beaucoup, mais ils peuvent publier des petites choses en Yougoslavie, et ils peuvent voyager, enseigner et publier à l'étranger. On peut donc voir qu'il y a une grande différence avec les dissidents soviétiques. Le reste du groupe « Praxis » est encore à l'université.

*Existent-ils des courants anarchistes organisés ?*

R — C'est le même problème que pour les multinationales. On n'en sait pas grand chose. Il me semble que parmi les étudiants, par exemple, il y ait pas mal de sensibilité aux idées anti-autoritaires. Je ne suis pas sûr qu'il y ait une orientation libertaire, pour de nombreuses raisons : il y a peu d'écrits, l'anarchisme a souvent été considéré comme une trahison de la révolution. Et on utilise le mot comme synonyme de terrorisme, de désordre et de confusion. Familièrement on dit « C'est l'anarchie ». Aussi est-il très difficile pour un jeune de s'identifier à la pensée anarchiste.

Il y a en outre une tradition slave de terrorisme de type nihiliste et certains poètes fameux, mais tout cela est resté à un niveau archéologique. Si les conditions de propagande étaient normales, il serait sûrement beaucoup plus facile de savoir ce qu'il est et n'est pas, et il y aurait aussi sûrement beaucoup plus de gens.

La presse officielle identifie l'anarchisme avec la bande à Baader ; dans la presse jeune et universitaire cela n'arrive pas.

*Tu as été toi-même victime de la censure à cause de ce sujet ?*

R — Nous avons publié une série d'articles dans la revue « Arguments », une publication scientifique du Parti, sur « Anarchisme et Terrorisme », fin 1977 et début 1978, en traitant des

Brigades Rouges et de la RAF, pour montrer que tous ces gens n'étaient pas anarchistes, et pour dire en même temps que ceux qu'on appelle des terroristes sont des gens de la gauche marxiste-léniniste. Il y eut cinq articles, et nous avons aussi traduit Emma Goldman et Berkman. La partie la plus importante était l'article où il était dit que le terrorisme commence dans l'Etat, et que ce qu'on appelle terrorisme c'est la défense individuelle, la réponse à la violence étatique. Il y eut des réponses intéressantes de la communauté des intellectuels et la revue se vendit bien, mais les milieux politiques ne firent pas le même accueil. Et maintenant, nous ne sommes plus membres de la rédaction de la revue...



*Extraits de l'intervention de Drakulic  
« Bureaucratie et Autogestion »*

( après 1945 ). « En Yougoslavie l'élite du Parti devint le groupe social ( certains diraient la classe ) dominant. Les membres du Parti devinrent peu à peu la nouvelle bourgeoisie, à laquelle s'unirent plusieurs groupes sociaux, y compris celui qu'on appelle en Yougoslavie la « technocratie ». Puis, à la suite de la relative libéralisation des investissements privés ( restant toujours à une échelle réduite ), un troisième groupe formé par les petits patrons fit partie de la classe moyenne. La classe laborieuse ( qui était officiellement définie comme la classe dominante de la société entière ) était principalement d'origine paysanne et les paysans eux-mêmes formèrent la base de la hiérarchie sociale. »

« Si la bureaucratie n'existait pas, l'élite au pouvoir devrait l'inventer, car elle est le bouc émissaire de toute société bureaucratique. »

« En résumé, on en arrive à la conclusion qu'aux niveaux les plus élevés, la bureaucratie n'est pas séparable de l'élite au pouvoir, qu'elle s'y mêle et émerge de temps en temps. Les bureaucrates ne sont que l'alter ego, le monsieur Hyde de ceux qui sont au-dessus : aimés et hais, défendus et attaqués, achetés et vendus, usés et abusés par leurs patrons. »

( traduction par la « Coordination Libertaire des Pays de l'Est » de « Bicicleta » numéro 21 pour l'interview, et de « Rivista A » numéro 78 pour les extraits )

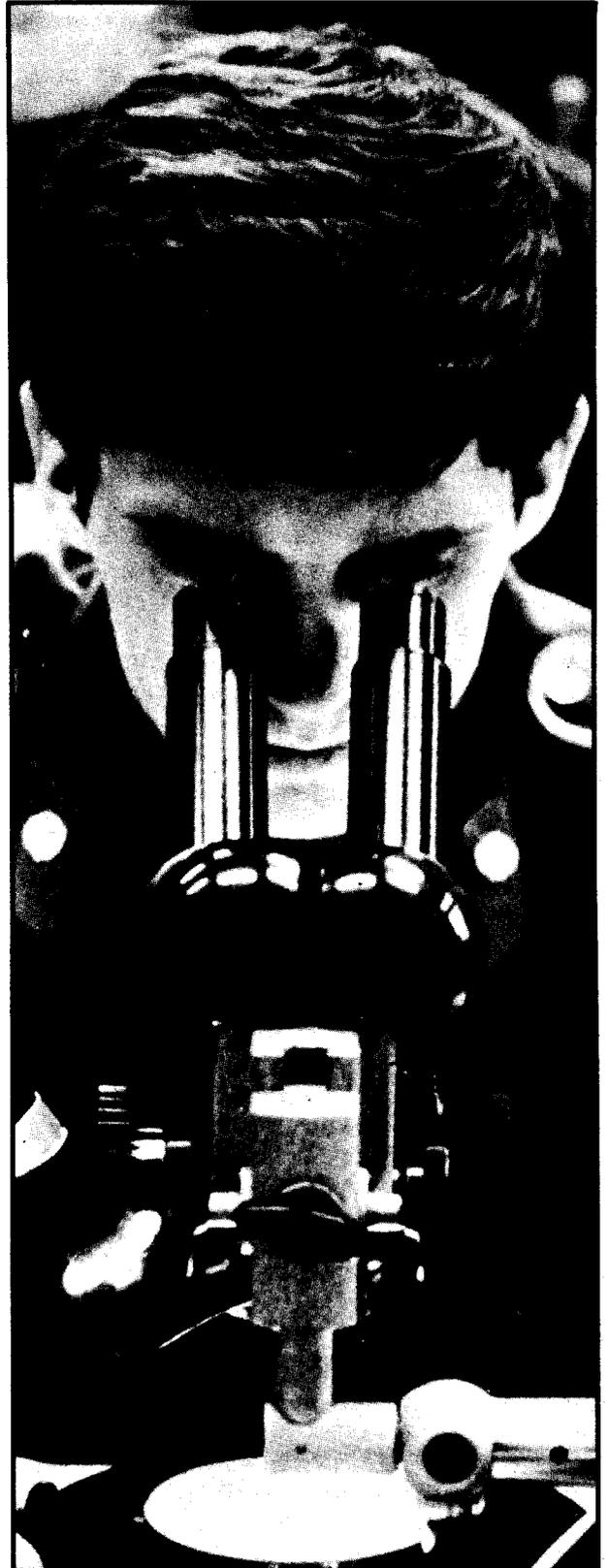
# LE MOUVEMENT CONTESTATAIRE ET LA CLASSE MOYENNE

( QUELQUES HYPOTHESES )

**L'**apparition du mouvement contestataire en URSS semble inséparable de l'évolution sociale et politique du pays. S'inscrivant dans le contexte de cette évolution, elle est l'une des manifestations les plus évidentes de ses heurts. Partie intégrante d'une évolution sociale et politique contradictoire, l'apparition, le développement, les reculs et les rebondissements du mouvement contestataire reflètent le développement des contradictions internes du système social et politique. Certes, leur étude ne peut pas être séparée d'une minutieuse analyse empirique des transformations sociales et politiques de l'URSS d'après-guerre basée sur un examen systématique complexe critique des sources originales soviétiques. Cependant même la quantité relativement minime de faits connus permet de formuler quelques hypothèses sur la nature sociale et politique du mouvement contestataire, hypothèses qui devront certainement évoluer, changer ou se transformer au cours d'une recherche empirique, et qui peuvent servir de point de départ.

Sous le terme de « mouvement contestataire » nous entendrons, tout au long de cet article, l'ensemble des différents essais tentés pour formuler les revendications cohérentes touchant à des questions qui sont exclusivement réglées par ceux qui assument, grâce à leurs postes-clés au sein et à la tête des organes de l'appareil d'Etat la direction effective de toutes les activités économiques, administratives, scientifiques culturelles et politiques du pays; l'ensemble des tentatives pour défier, individuellement ou collectivement, ce monopole par le biais de la formulation de propositions ou de prises de position critiques. Cet article cherche à resituer les contestataires au sein de la structure sociale; de déterminer en quoi leurs aspirations et activités font partie, contiennent des éléments ou amplifient certaines possibilités des fonctions politi-

# URSS



ques inhérentes au système et remplies par l'entité sociale dans laquelle ils se recrutent et en quoi ces aspirations et activités dépassent ces fonctions; et il cherche à caractériser les problèmes dont l'apparition du mouvement contestataire est un des symptômes les plus apparents.

Par définition, les contestataires ne se recrutent pas parmi ceux qui monopolisent la direction effective de toutes les activités économiques, administratives, scientifiques, culturelles et politiques dans la société soviétique. En participant directement aux décisions politiques prises au niveau central, régional, local, sectoriel ou institutionnel, ces derniers sont intéressés à la reproduction imperturbable du système social et politique comme cadre institutionnel et condition objective de leur position dominante, dirigeante et privilégiée. Dirigeants et cadres responsables des organes du parti, des institutions administratives, et économiques et des établissements les plus importants de recherche, d'enseignement et culturels, leur activité tend à maintenir leur monopole de décision exclusif et à adapter le reste de la société aux exigences qu'implique le maintien de ce monopole.

Leur fonction dirigeante s'étant presque complètement matérialisée dans le système des postes de commandes de l'appareil d'Etat, ils n'ont besoin d'aucun groupe social fixe pour s'y recruter; c'est « ex officio » qu'ils dominent la société. C'est-à-dire que c'est une classe dominante par excellence, dont le rôle dirigeant et l'unité d'intérêts sont assurés par les postes de commande qui existent objectivement dans le système hiérarchiquement intégré de la planification et de l'orientation de toute activité économique, administrative, scientifique, culturelle et politique de l'URSS, dont les règles de conduite et l'idéologie sont conditionnées par les nécessités de son auto-reproduction imperturbable, et dont l'unité d'organisation et d'action est garantie par la cohésion structurale et fonctionnelle de tous les organes et institutions de l'appareil d'Etat ainsi que par l'inéluçabilité de son opposition au reste de la société.

Savants, écrivains, enseignants, artistes, ingénieurs, techniciens ou gens aspirant à de telles carrières, la grosse majorité des contestataires connus appartiennent ou aspirent à appartenir à une entité de la société soviétique, dont les membres: spécialistes experts et employés administratifs et techniques, doivent leur position sociale, réelle ou virtuelle, à leur activité professionnelle. En concourant à la direction et au perfectionnement organisationnel et technique de la reproduction du système social et politique ainsi qu'à la formulation et au développement de son idéologie dominante, cette activité professionnelle met objectivement ses exécutants au

service des intérêts fondamentaux de la classe dirigeante. Bien qu'il ne participent pas directement aux décisions politiques, en remplissant des fonctions responsables d'experts, de spécialistes, d'administrateurs et de techniciens, ils appartiennent à l'appareil d'Etat dont le maintien et le développement garantissent leur position sociale souvent seulement relativement privilégiée ainsi que leurs possibilités d'avancer au sein de leurs hiérarchies professionnelles et parfois au delà.

Fonctionnaires subordonnés de l'appareil d'Etat dont la position sociale est fonction du service du monopole de décision exclusif de la classe dominante ( 1 ), ils ne manifestent aucune unité d'organisation et d'action contre elle, mais leur intérêt à la reproduction imperturbable du système social et politique les solidarise vis à vis des masses inévitablement désavantagées, elles, par cette reproduction. C'est-à-dire que, tandis que leur intégration fonctionnelle à l'appareil d'Etat interdit qu'il puisse s'organiser en une entité sociale et politique pour faire valoir leurs intérêts particuliers contre ceux qui dominent l'appareil, leur communauté d'intérêt fondamental avec ceux-ci fait d'eux une classe moyenne face à l'entité sociale dont les membres ne remplissent aucune fonction dirigeante ou responsable et ne servent que de moyen à la reproduction du système social et politique.

Du point de vue de la classe dominante, la classe moyenne est composée de couches supérieures, subordonnées et juxtaposées selon la structure fonctionnelle des hiérarchies administratives et professionnelles dont elles font partie; ces couches jouent le rôle d'intermédiaire entre la classe dominante et les masses. Chargées de l'application, du perfectionnement et de la popularisation des techniques industrielles, agricoles, administratives et des institutions économiques, sociales, scientifiques, culturelles et politiques qui perpétuent le monopole de décision exclusif de la classe dirigeante, ces couches ne sont pas censées participées directement et activement aux décisions politiques concernant les stratégies de l'emploi et du développement des techniques et des institutions. Mais leur éviction des décisions politiques d'importance stratégique semble justifiée par la menace potentielle que la défense et concurrence incontrôlée de leurs intérêts professionnels et institutionnels particuliers pourraient représenter pour la stabilité du système, même si c'est justement cette éviction qui suscite des tensions permanentes entre elles et la classe dominante et motive les actions contestataires de certains de leurs membres.

L'activité des couches intermédiaires s'inscrit dans un contexte contradictoire: d'une part la nécessité inévitable de développer les techniques

et les institutions et d'autre part celle de combattre, en même temps, non seulement les aspects de ce développement qui sont susceptibles de susciter ou de faciliter la défense et la concurrence des intérêts particuliers, mais aussi une opposition souvent extrêmement efficace à toute tentative de développement technique et institutionnelle. Bien qu'elles constituent un ensemble structurellement et fonctionnellement cohérent, le développement des techniques industrielles, agricoles et administratives et celui des institutions économiques, sociales, scientifiques, culturelles et politiques, ainsi que l'évolution des méthodes et des théories de leur application perfectionnement et popularisation ne s'insèrent pas harmonieusement dans un programme politique et social cohérent à long terme. Ce développement et cette évolution sont fonction des changements des rapports de force qui résultent des conflits internes permanents et pratiquement institutionnalisés au sein de la classe dominante. Écartées des décisions politiques fondamentales, les couches moyennes n'ont pas directement accès aux institutions où ces conflits sont résolus. Mais vue l'importance cruciale de leur concours actif et compétent pour réaliser des décisions stratégiques les fractions opposées au sein de la classe dominante sont obligées de gagner leur soutien.

Pour certaines tendances au sein de la classe dominante et pour leurs associées des couches moyennes, les techniques et les institutions ne servent qu'à conserver et consolider leurs positions sociales et politiques déjà acquises. Ces positions peuvent être menacées par l'échec d'une expérimentation ou par le renforcement des positions de dirigeants ou de spécialistes mieux versés dans les nouvelles techniques ou plus capables de contrôler les nouvelles institutions. C'est pourquoi, nombre de dirigeants et de spécialistes ne sont enclins à expérimenter que dans le cas où c'est l'innovation qui semble assurer la seule possibilité de conservation ou de consolidation de leurs positions.

En tentant d'étendre leurs prérogatives locales, régionales, institutionnelles, sectorielles ou fractionnelles ou au contraire, de renforcer le contrôle central et restreindre ces prérogatives d'autres tendances de la classe dominante et leurs associées deviennent les partisans de certaines innovations techniques et institutionnelles. Mais quoiqu'elles préconisent souvent des changements très importants, ce n'est qu'un rôle auxiliaire, instrumental, que ces fractions de la classe dirigeante accordent aux nouvelles techniques et institutions ainsi qu'aux spécialistes de leur application, perfectionnement et popularisation. Elle ne font usage que de tels aspects de ces institutions et techniques et de tels éléments de l'activité de leurs spécialistes qui sont néces-

saires à la réalisation de leurs propres objectifs et ne laissent pas les développer selon leur logique interne ( 2 ).

Un pareil développement susciterait des disproportions et des déséquilibres. Mais comme l'avancement des membres des couches moyennes au sein de leurs hiérarchies ainsi que leur promotion éventuelle aux postes dirigeants réservés pour la classe dominante dépendant avant tout de leurs performances professionnelles, les spécialistes se sentent souvent tentés ou même forcés de prendre partie pour des changements et des innovations qui ne servent que la défense ou la concurrence de leurs intérêts professionnels et institutionnels particuliers et menacent la stabilité du système tout entier ( 3 ). C'est ainsi que même entre les membres loyaux des couches moyennes et la classe dirigeante, les relations sont continuellement tendues.



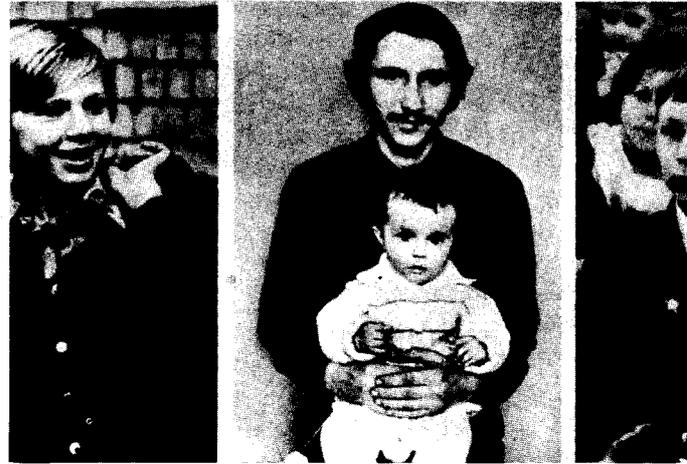
Experts et administrateurs, détenteurs de connaissances spéciales et d'un savoir-faire souvent exceptionnelle indispensable au fonctionnement de l'appareil d'Etat, les membres des couches moyennes sont enclins à surestimer la valeur de leur acquis et l'importance politique de leurs activités professionnelles. Ils ont tendance à supposer que leurs connaissances et savoir-faire ainsi que la plupart des techniques et institutions fonctionnées par ceux-ci déterminent les décisions politiques qui conditionnent la stratégie de leur emploi et développement. Persuadés que seule la logique interne des techniques et des institutions peut déterminer leurs possibilités d'emploi et de développement, la majorité des spécialistes sont convaincus que c'est cette logique qui motive les décisions politiques fonda-

mentales et que même si un très grand nombre de décisions semblent contredire cette logique, elle ne tardera pas à rectifier les « erreurs ».

Cette conviction s'ajoute à la nécessité de produire des preuves du succès de leurs activités et de défendre leurs intérêts professionnels et institutionnels particuliers ; elle devient donc le motif du comportement potentiellement contestataire pratiquement de tous ceux qui appartiennent aux couches moyennes. N'importe quel spécialiste peut se trouver dans une situation où il se sent contraint de prendre partie pour des stratégies d'emploi et de développement des techniques et des institutions, différentes de celle que la classe dominante a décidées. Et ses propositions peuvent être toujours justifiées par la logique interne des techniques et des institutions ainsi que par l'objectivité supposée des connaissances indispensables à leur application, à leur perfectionnement et à leur popularisation. Comme elles sont différentes des stratégies « officielles », le seul fait de formuler ces propositions constitue un défi du monopole de décision exclusif de la classe dirigeante. Mais très souvent, certains éléments, ou même la totalité des propositions peuvent être soutenus par des tendances concurrentes de la classe dominante et finalement intégrées à ses stratégies ( 4 ).

En s'insérant dans une stratégie d'emploi et de développement décidée par la classe dominante, même les propositions qui originellement parfois menaçaient vraiment le monopole de décision de celle-ci deviennent des facteurs de permanence de ce monopole. Et comme l'ensemble des techniques, des institutions et de leurs méthodes et théories d'application de perfectionnement et de popularisation est employé et développé au service de la reproduction imperturbable du système social et politique, les connaissances et le savoir-faire qui les animent, reflètent plus la logique interne du système et des intérêts de son maintien que celle de techniques, institutions, méthodes et théories, indépendantes de ceux-ci. C'est-à-dire que même les propositions les plus radicales, revendiquent l'obéissance la plus stricte à la logique immanente des techniques et surtout des institutions s'inscrivent dans une stratégie de maintien du système, bien qu'elles puissent mettre en cause sa stabilité et défier le monopole de décision exclusif de ceux qui constituent actuellement sa classe dirigeante.

De façon générale, la grosse majorité des activités du mouvement contestataire consiste à formuler des propositions défiant le monopole de décision exclusif de la classe dominante et à revendiquer que les stratégies du développement économique, social et politique obéissent à la logique interne des techniques et des institutions qui reproduisent le système. Un grand nombre de ces propositions sont lancées et discutées ouvertement



et publiquement, non seulement au sein des institutions économiques, administratives, sociales, scientifiques, culturelles et politiques, mais aussi dans les journaux ou devant les téléspectateurs et les auditeurs de radio. Même si leur formulation et leur discussion ne peuvent avoir lieu que dans le cadre des notions et de la rhétorique du discours officiel, ces propositions ne manquent pas de mobiliser des partisans et des adversaires — et c'est exactement la raison qui motive leur publication, parfois spectaculaire, par des tendances concurrentes de la classe dominante et leurs associés.

Pourtant l'aspect le plus connu des activités du mouvement contestataire, c'est l'opposition d'une minorité, pour la plupart des cas plutôt isolée, de ses participants à certaines méthodes d'exercice du pouvoir par la classe dominante. Au prime abord, cette opposition ne semble pas faire partie du mouvement de ceux qui défient le monopole de décision exclusif de la classe dominante par le biais de propositions revendiquant le respect de la logique interne des techniques et des institutions dont ils sont spécialisés. Mais en fait c'est non seulement l'appartenance à la même entité sociale qui intègre ces gens à ce mouvement mais aussi la représentation et la défense d'intérêts particuliers des couches moyennes.

En s'attaquant à quelques attributs discriminatoires, représentatifs et souvent ouvertement violents, des méthodes d'exercice du pouvoir de la classe dirigeante, certaines tendances du mouvement contestataire s'opposent au monopole de





décision exclusif de celle-ci aussi bien qu'aux activités et au comportement des membres des couches intermédiaires qui, en vertu de leurs intérêts professionnels, institutionnels ou parfois personnels, participent à la pratique de ces méthodes ou les tolèrent. Mais bien que cette opposition concerne certaines des techniques et des institutions les plus connues et les plus contradictoires du système social et politique, c'est seulement une critique partielle que les contestataires en exercent. Car, tout en dénonçant les aspects discriminatoires, répressifs et violents de ces techniques et institutions, ils substituent la critique de ces aspects importants, mais pas nécessairement fondamentaux du système à celle des relations sociales et politiques dont ils font partie intégrante. C'est-à-dire que bien que leur indignation soit complètement justifiable, elle ne concerne que certains composants des mécanismes sociaux et politiques dont peut-être la plupart des contestataires eux-mêmes sont des agents plus ou moins inconscients.

Rien peut-être ne caractérise mieux la contestation contre les attributs discriminatoires, répressifs et violents de l'exercice du pouvoir, que les types d'activités à travers lesquels elle s'exprime et les groupes professionnels desquels elle s'élève. C'est presque exclusivement dans des activités littéraires et artistiques et dans des déclarations traitant des questions sociales et politiques que les critiques de ces excès s'expriment : des hommes critiques se recrutent parmi des écrivains, artistes et savants, parmi des gens aspirant à de

telles carrières, aussi bien que parmi des spécialistes scientifiques et techniques de l'appareil d'Etat. Mais bien que leurs travaux et déclarations réussissent à dévoiler les aspects les plus révoltants de l'exercice du pouvoir, même les spécialistes contestataires les mieux qualifiés n'arrivent pas à dépasser la critique de certaines techniques et institutions du système social et politique dont elles résultent organiquement, et à concevoir une contre-stratégie de l'emploi et du développement de toutes les techniques et institutions qui reproduisent et perfectionnent le système.

Etant donnée la cohérence structurelle et fonctionnelle de ces techniques et institutions et l'importance, comme garant et condition objective de la reproduction imperturbable du système social et politique, il est peu probable, que ses composants, tels qu'ils sont, puissent s'insérer dans une contre-stratégie d'emploi et de développement, capable de changer ce même système. Mais en ne s'attaquant qu'à certains éléments de cette cohérence organique, les opposants aux méthodes discriminatoires répressives et violentes de l'exercice du pouvoir paraissent supposer qu'il suffirait d'éliminer ces éléments pour réformer radicalement le système. Ils ne semblent pas considérer, que vue l'importance cruciale de la cohérence des techniques et des institutions du système, la seule élimination de certains de leurs aspects est non seulement incapable de le changer, mais même nécessite qu'on les remplace par d'autres éléments, remplissant les mêmes fonctions.

Ecrivains, artistes, savants, gens aspirant à de telles carrières et experts scientifiques et techniques, les contestataires prenant parti pour l'abolition de certaines méthodes abusives de l'exercice du pouvoir sont conscients que ces méthodes limitent très sérieusement les possibilités d'exercer leurs activités sociales, politiques et professionnelles. C'est en défendant ces possibilités et, surtout dans le cas des experts scientifiques et publiques publiant des travaux littéraires et des déclarations politiques, en tentant d'élargir les dimensions sociales et politiques de leurs activités, qu'ils s'engagent dans le mouvement contestataire. « Ex officio » intéressé à la découverte de la réalité en tentant d'en dire son opinion ou exprimer ses impressions, l'écrivain ou l'artiste ne peut pas exercer sa profession sous la pression de contrôles discriminatoires, répressifs et violents. De même, il est impossible de s'exprimer sur des questions sociales et politiques sous la menace constante de rétorsions administratives. En protestant contre certains excès d'exercice du pouvoir, l'écrivain ou l'artiste défend donc, du moins en partie, la logique interne des techniques et des institutions dont il est spécialiste. Mais comme il essaye d'étendre les dimensions



sociales et politiques de ses activités, l'expert scientifique ou technique qui publie des travaux littéraires et des déclarations ne défend pas ses propres intérêts professionnels. Habituellement, c'est en continuant ou en tentant de continuer son activité scientifique et technique qu'il fait ses prises de positions politiques et il n'est pas rare qu'elles l'opposent à ses collègues. En essayant de poursuivre son activité professionnelle, il manifeste que sa contestation est une occupation supplémentaire ou auxiliaire, qui n'est pas du tout incompatible avec son travail quotidien de spécialiste scientifique technique : il agit, du moins partiellement, « en écrivain » ou « en artiste » en tant que contestataire.

C'est-à-dire que la contestation contre certains aspects discriminatoires, répressifs et violents de l'exercice du pouvoir contient des éléments de propositions revendiquant le respect de la logique interne de techniques et d'institutions, celles de la littérature et des arts. Certes, en tentant d'accroître leur importance sociale et politique, elle va au-delà de la défense de techniques et institutions servant les intérêts de maintien du système. Mais en ne s'exprimant que dans tels types d'activités dont la spécialisation technique et institutionnelle reste pratiquement incontestée et en ne tentant pas de mettre en cause l'ensemble des techniques et institutions qui rend cette spécialisation inévitable, les contestataires ne plaident que pour l'émancipation de certains aspects de leurs propres activités sociales, politiques et professionnelles.

Or, sans changements techniques et institutionnels fondamentaux, sans la création de véritables contre-techniques et contre-institutions, capables de bouleverser le système tout entier, ces activités risquent de demeurer celles de spécialistes appartenant à l'entité sociale des experts des méthodes et des théories de l'application, du perfectionnement et de la popularisation des techniques industrielles, agricoles et administratives et des institutions économiques, sociales, scientifiques, culturelles et politiques. Et même si elles restreignent certaines prérogatives de la classe dominante, sans changements fondamentaux, ces activités, éventuellement entérinées, des couches intermédiaires doivent inévitablement remplir la fonction essentielle des méthodes discriminatoires, répressives et violentes de l'exercice du pouvoir : exclure une partie de la société de la pratique d'activités sociales et politiques demeurant spécialisées, réservées à des groupes professionnels compétents, qui appartiennent aux classes dont la position réellement ou relativement dominante, dirigeante et privilégiée ne peut-être maintenue que grâce à cette exclusion.

Les aspirations et les activités du mouvement contestataire ne dépassent donc pas les fonc-

tions politiques inhérentes au système et remplies par l'entité sociale à laquelle la majorité prépondérante de ses participants appartiennent ou désirent appartenir. La défense d'intérêts particuliers de groupes et de hiérarchies professionnels et administratifs par le biais de propositions revendiquant l'obéissance des stratégies politiques à la logique interne des techniques et des institutions contribue à l'accomplissement de l'une des tâches fondamentales des couches moyennes : le perfectionnement du système. Bien que cette défense suscite des tensions permanentes entre les couches intermédiaires et la classe dirigeante, aussi longtemps que cette dernière soit capable d'intégrer une partie de ces propositions dans ses propres stratégies, elles continueront à perpétuer son monopole de décision exclusif.

Mais même les revendications que la classe dominante ne peut pas intégrer dans ses propres stratégies et l'opposition aux aspects discriminatoires, répressifs et violents des méthodes de son exercice du pouvoir ne dépassent pas les fonctions politiques immanentes au système et remplies par les couches moyennes. Car quoiqu'elles constituent un défi sérieux au monopole des décisions de la classe dirigeante, non seulement elles ne mettent pas en cause le système social et politique, mais même continuent à le servir.

La fonction politique peut-être la plus importante de ces couches moyennes est telle, qu'en appliquant, perfectionnant et popularisant les techniques et les institutions, elles doivent leur statut social au concours compétent et actif qu'elles prêtent à la reproduction du système. Or cette reproduction nécessite des stratégies d'emploi et de développement de techniques et d'institutions dont elles sont les spécialistes exclusifs (5). C'est-à-dire que ces dernières ne sont pas de simples instruments politiquement neutres, mais parties intégrantes d'un ordre social basé sur la séparation fonctionnelle et hiérarchique de rôles politiques dominants et subordonnés, séparation s'opérant justement par leur biais. Ce sont ces techniques et ces institutions qui mettent en pratique les décisions politiques et font des spécialistes de leur application, perfectionnement et popularisation, non seulement une entité sociale distincte, mais aussi des intéressés au maintien de cette distinction et par conséquent du système.

Comme même la contestation la plus radicale ne représente que des tendances intéressées à la défense conséquente de la logique interne des techniques et des institutions du système ou désireuses de supprimer certaines techniques et institutions mais de conserver l'ensemble des autres, dont elles sont inséparables, ceux qui l'élèvent, n'envisagent pas le changement du système. Bien au contraire ; en ne refusant pas de

remplir l'une des fonctions politiques les plus importantes de l'entité sociale à laquelle ils appartiennent ou aspirent à appartenir - la division institutionnelle et technique de la société en entités fonctionnelles hiérarchiquement structurées - même les contestataires les plus radicaux concourent à la conservation du système, bien que leurs activités puissent menacer sa stabilité.

Mais même si elles ne dépassent pas les fonctions politiques de leur entité sociale, leurs aspirations et activités mettent en évidence la nécessité d'accroître leur poids politique, de leur accorder un rôle politique beaucoup plus important que celui qu'ils remplissent. Pourtant, malgré cette nécessité de plus en plus évidente, les possibilités réelles de leur accorder un tel rôle sont extrêmement limitées par la menace que les conflits de leurs intérêts professionnels et institutionnels particuliers seraient susceptibles de contribuer à la stabilité du système. C'est-à-dire qu'en dépit des problèmes graves que cet écartement suscite, les couches intermédiaires doivent être éloignées des institutions où les décisions politiques les plus importantes sont prises et continuer à subir tous les désavantages de l'arbitrage et de la tutelle de la classe dominante. Et bien que nombre de membres de la classe moyenne ne semblent pas reconnaître cette nécessité, la limitation de leurs activités politiques sert paradoxalement l'un de ses intérêts objectifs les plus importants : en assurant la stabilité du système, c'est elle qui crée des conditions favorables pour ces aspects de ses activités professionnelles qui sont compatibles avec le maintien du système et par conséquent de son statut social distinct et plus ou moins privilégié.

L'apparition du mouvement contestataire en URSS correspond à une période historique, où la croissance numérique des effectifs des couches moyennes ainsi que la diversification et la spécialisation de leurs tâches professionnelles manifestaient non seulement des changements cruciaux dans le rôle politique d'une catégorie sociale, mais aussi la nature contradictoire des techniques et des institutions qui reproduisent le système et dont l'application, le perfectionnement et la popularisation est impensable sans le concours compétent et engagé de cette catégorie. C'est pendant cette période qu'il s'est avéré que le développement de ces techniques industrielles, agricoles et administratives et de ces institutions économiques, sociales, scientifiques, culturelles et politiques n'assurent pas nécessairement l'adaptation optimale de leurs spécialistes aux exigences politiques de leur fonction sociale. En même temps, c'est également au cours de cette période qu'il est devenu de plus en plus évident que, bien que le développement des

techniques et des institutions soit impossible sans une certaine émancipation politique des experts de leur application, perfectionnement et popularisation, l'émancipation ne peut être que limitée et par conséquent insuffisante à stimuler un développement optimal. Car tandis que les expériences historiques de cette période ont démontré que la représentation authentique des intérêts des couches moyennes dans les décisions politiques les plus importantes ne mène qu'aux conflits de plus en plus difficilement contrôlables d'intérêts particuliers de différentes hiérarchies professionnelles et institutionnelles et au déséquilibre presque irréparable du développement économique, social et politique, elles prouvent aussi que la limitation, finalement inévitable de cette représentation freine le développement institutionnel et technique et suscite la manifestation ouverte du mécontentement de certains éléments des couches intermédiaires. L'apparition du mouvement contestataire n'est donc qu'un des symptômes les plus évidents de certaines contradictions internes du système social et politique de l'URSS, contradictions dont l'aggravation constitue l'un des phénomènes les plus importants de l'évolution historique du pays après la guerre. C'est l'antagonisme de plus en plus grave entre le système et les possibilités de développer ses propres techniques et institutions, appelées à le perpétuer - l'un des éléments décisifs de ces contradictions - qui ressort clairement des aspirations et des activités du mouvement contestataire, expression typique de la situation équivoque des couches moyennes. En rendant impossible que le développement des techniques et des institutions qui reproduisent le système suive leur logique immanente, tout en assurant une certaine stabilité politique, cet antagonisme empêche de plus en plus tout développement institutionnel et technique et rend de plus en plus problématique la reproduction du système. En même temps, en assurant que le développement technique et institutionnel et le comportement politique de l'ensemble de l'entité sociale qui est censée le véhiculer, s'adaptent aux impératifs du maintien du monopole de décision exclusif de la classe dominante, il rend extrêmement difficile le développement d'alternatives historiques de l'évolution sociale et politique. Dériveux de conserver leur position sociale plus ou moins privilégiée, la grosse majorité des membres des couches intermédiaires sont prêts à se réconcilier avec les stratégies de développement conformes aux intérêts de la classe dirigeante et à sacrifier leurs propres stratégies potentielles pour obtenir une stabilité politique optimale et la sécurité de leurs positions acquises. Chargés de mettre en pratique les décisions politiques et détenteurs d'un certain monopole de connaissances et de savoir-faire, ce sont uniquement eux

qui pourraient proposer et réaliser des alternatives de développement institutionnel et technique, différentes des stratégies de la classe dominante. Mais tandis que même leurs propositions les plus radicales n'envisagent que leur propre émancipation politique, qui reste impraticable, la défense de leurs intérêts particuliers, inhérente à leurs aspirations et activités, empêche que les alternatives qu'ils puissent proposer convergent vers les aspirations et les activités de l'autre entité sociale, qui défie le monopole de décision exclusif de la classe dominante.

Privée des positions sociales et des connaissances nécessaires pour pouvoir formuler des programmes articulés et pour être capable d'entreprendre des actions politiques organisées, cette catégorie, composée de tous ceux qui ne remplissent aucune fonction dirigeante ou responsable dans la société, ne peut s'opposer aux méthodes, parfois ouvertement coercitives, par le biais desquelles on l'adapte aux besoins de reproduction du système, que par la résistance passive, et par l'insoumission ou la révolte individuelle. Bien qu'elles ne s'inscrivent pas dans un programme cohérent, ces formes d'opposition constituent non seulement un phénomène massif, mais aussi l'un des obstacles constants les plus puissants à la réalisation de n'importe quelle stratégie de développement institutionnel et technique. Comme toutes ces stratégies doivent être réalisées par les couches moyennes qui remplissent

des fonctions intermédiaires entre la classe dirigeante et les masses non-cadres et non-spécialistes, il est inévitable que toutes les manifestations de résistance de ces dernières suscitent des antagonismes entre ces deux entités. Et comme même les aspirations les plus radicalement « dissidentes » des couches moyennes n'envisagent que la transformation de leurs fonctions intermédiaires en fonctions dirigeantes, il est inévitable que ces antagonismes soient irréconciliables, et que l'intégration fonctionnelle des couches intermédiaires à l'appareil d'Etat, qui facilite leur manipulation par la classe dirigeante, les unifie et organise en tant que classe vis-à-vis des masses. Ni la défense souvent inconsciente de sa distinction sociale, et de son autorité et de ses privilèges réels ou virtuels par la classe moyenne, ni le défi instinctif et désorganisé de toute autorité, distinction et privilège par les masses n'est donc capable de faire de ces entités sociales des créateurs de contre-institutions et de contre-techniques, susceptibles de changer le système social et politique de l'URSS. Et tandis que la politique de la classe dominante rend de plus en plus problématique tout développement institutionnel et technique, faute d'agents sociaux, de changements fondamentaux, la période historique caractérisée par l'apparition du mouvement contestataire semble plutôt une longue période de crise et de stagnation qu'une époque de changements dramatiques.



#### Notes

(1) – L'écrivain ou l'artiste soviétique « officiel », membre de l'Union des Ecrivains ou des différentes unions d'artistes est également un fonctionnaire de l'appareil d'Etat chargé de la reproduction, de la popularisation et du développement de certains aspects de l'idéologie dominante.

(2) – Il semble que ce phénomène puisse expliquer les difficultés et parfois même l'impossibilité d'adapter des techniques et des institutions « importées » de systèmes sociaux et politiques, où leur application et développement sont influencés par des facteurs différents.

(3) – En faisant usage de différents aspects des activités des couches moyennes, les fractions concurrentes de la classe dominante peuvent encourager de tels excès de répercussions parfois très graves. C'est ainsi, par exemple, que certains déséquilibres dans le développement de l'industrie lourde, du complexe militaro-industriel ou de la police peuvent s'expliquer.

(4) – Nombre de techniques industrielles, agricoles ou administratives appliquées aujourd'hui étaient considérées comme « étrangères » au système social et politique de l'URSS il y a encore relativement peu de temps.

(5) – Outre la spécialisation avancée des fonctions remplies par les couches moyennes, le garant de cette exclusivité est l'accès limité dans les établissements qui forment la majorité des spécialistes.

# meeting: dissidez-vous!

**V**endredi 22 novembre. Sur le chemin bien connu qui mène à la Mairie du 6ème, quelques affiches annoncent le meeting de ce soir : « La répression anti-syndicaliste dans les pays de l'Est » ou « les travailleurs contre les Goulags ». Intéressant, à priori. Et plutôt méconnu. La dissidence intellectuelle, on commence à connaître, mais la résistance ouvrière dans les pays de l'Est... ( je me surprend à penser ) « ça existe. Ça peut s'exprimer ». Ça risque d'être important ce qu'ont à nous dire ces gens.

En fait, petite surprise à l'arrivée. On ne sait plus très bien qui va participer à la discussion et même... il paraît que d'autres sont venus les remplacer mais ce sont des ... sud-américains ! Dans ma tête, ça change un peu le débat. Mais, après quelques instants de perplexité, je me dis : « l'oppression ouvrière, c'est l'oppression ouvrière » ( « travailleurs de tous les pays... » ) et comme le présentera un des organisateurs du débat, tentant à la dernière minute de pallier à l'imprévu de la situation : « si nous avons invité ce soir des représentants de pays aux régimes politiques aussi différents, c'est parce que nous pensons que quel que soit le régime politique, il n'existe pas actuellement dans le monde, un endroit où la classe ouvrière ne soit pas exploitée et opprimée. De la Chine à l'Amérique Latine, en passant par l'URSS et l'Europe de l'Ouest, partout les ouvriers sont rivés à leurs machines sans pouvoir exercer le moindre contrôle sur leur vie et leur travail. Il s'agit bien ici de s'informer sur les conditions de vie et de lutte de la classe ouvrière... ».

Autour du tapis vert sont assis une représentante soviétique du syndicat libre de l'URSS, un roumain, un bulgare, des chiliens, un mexicain, un cubain, un représentant du SAT ( syndicat autogestionnaire ), un correcteur cégétiste représentant le syndicat du livre et un membre de la Gryffe. Le meeting a été organisé à l'appel du SAT, de la Gryffe, d'IRL et du Collectif Libéraire. C'est ce qui est écrit sur l'affiche.

Le SAT : un exemple de dissidence syndicale en France. Ses membres rappellent les faits qui

les ont amenés à la création d'un nouveau syndicat. En septembre 77, la CFDT exclut la commission exécutive élue de la section Lyon-Gare contre l'avis de ses adhérents. En mai 78, le congrès CFDT-PTT confirme la décision d'exclusion. Ils réaffirment leur désir de rompre avec le syndicalisme traditionnel et de lutter pour une transformation de société en vue d'une société auto-gestionnaire.

Chaque participant nous livre quelques éléments d'information. Eléments concrets, précieux, mais quelle avalanche ! On ne peut qu'ouvrir bien grand ses oreilles ! Et c'est ainsi qu'on apprend, par exemple, que la CGT, à son 40ème congrès, a décidé de venir en aide aux camarades soviétiques, tchèques, roumains en lutte contre l'Etat et de créer une fédération internationale et des comités syndicalistes dans tous les pays où le syndicalisme n'est pas libre.

Tous les représentants de l'Est, présents ce soir, sont des réfugiés ( les autres aussi d'ailleurs ! ). Ils nous parlent de leurs conditions de vie parfois misérables ( mauvaises conditions de travail, chômage... ) et de leurs difficultés dans la lutte : ils ne peuvent pas s'associer, pas faire grève, pas se réunir, pas disposer de journaux...

Les moyens de répression contre eux sont toujours les mêmes : peur, intimidation, diffamation, accusation de trahison... c'est le règne de l'abus et de l'arbitraire. L'itinéraire, on le connaît bien là-bas, qui mène de l'exclusion à l'internement en hôpital psychiatrique ( et à la déportation ). Pratique largement répandue, si ce n'est obligatoire pour tout dissident... La répression peut même s'exercer au-delà des frontières : enlèvement, assassinat ( cf : affaire des parapluies à Paris en septembre 78, par les Services Spéciaux bulgares ).

De Cuba au régime « socialiste », au Chili où règne une dictature ouverte, en passant par le Mexique pays « démocratique », mêmes témoignages de répression, de peur, d'impuissance. ( et oui ! Cuba, ça n'est qu'un mythe, une caricature de pays socialiste où le chômage, le rationnement, la censure sont des réalités quotidiennes ).

*On reçoit tout cela pêle-mêle. On ne sait plus bien où en est le débat. Les questions ne se pressent pas.*

*Grandeur oblige, la première question sera pour la représentante soviétique. Appartenir à un syndicat libre en URSS veut-il dire opposition au régime ? Quelle est l'action d'un tel syndicat ? On croit comprendre que toute « action » syndicale (digne de ce nom) est en fait réprimée et que la question se pose de savoir si la fondation de tels syndicats a un sens avec une telle répression. Oui, dira la représentante soviétique, cela vaut la peine s'il existe un soutien à l'intérieur et à l'extérieur de l'URSS. Un exemple de leur action : mobilisation pour les futurs Jeux Olympiques de Moscou. ( Dès maintenant c'est le régime de la « terreur » à Moscou. Arrestation chaque jour : on se débarasse des indésirables. Tous les étudiants seront éloignés de la capitale pendant les jeux. Campagne contre les étrangers : tous les étrangers sont des espions. Donc éviter les contacts... ).*

*Quelques éclaircissements sur des points de détail. Très peu de questions de fond. On retient : « Les travailleurs de l'Est semblent avoir abandonné le projet de lutte pour une société socialiste, qu'en pensez-vous ? ».*

*Réponse : « Socialisme ne veut plus rien dire en Europe de l'Est. Ce qui se passe dans les pays de l'Est, n'est plus du socialisme... ».*

*On se demande pourquoi une telle situation est possible dans des pays où le régime prétend gouverner au nom des travailleurs. Un tchèque, intervenant à titre personnel, apportera une explication : c'est qu'en fait l'objectif de la classe moyenne est l'ascension au pouvoir ( cf : hypothèse de M. G. Ritterspoon ).*

*Pourquoi surtout, un tel système a-t-il pu si longtemps être accepté par les militants de l'Ouest ? Sans doute, comme le dira un des participants, pour ne pas faire le jeu de la droite, en dénonçant les régimes de l'Est.*

*Le débat ne s'anime pas pour autant. Malaise des deux côtés. Certains y répondent par l'agression : « vous n'avez pas l'air intéressés... ». Mais ce malaise de la salle, il est à l'image du malaise du mouvement ouvrier en général, en France et en Europe de l'Ouest : le socialisme, c'est quoi ? C'est où ? Comment échapper aux règles politiciennes ?*

*Une seule certitude ce soir : la nécessité d'une solidarité internationale, ( même si elle ne s'est pas beaucoup exprimée aujourd'hui ), envers ces hommes qui luttent dans leurs pays respectifs contre la répression et l'oppression et qui est une des raisons d'être de ces mouvements syndicalistes sauvagement réprimés.*

CATRI

( suite de la page 15 )

## L' AUTORITARISME DE LA FGM-CFDT

Si la manœuvre de la CGT a pu si bien réussir, c'est en grande partie parce que la CFDT n'avait pas d'alternative à présenter et qu'en tout cas les arguments de Chereque ( leader de la métallurgie CFDT ) ne passaient guère à la base... et pour cause...

Pour la FGM la marche doit garder un aspect strictement sidérurgiste et être uniquement destiné à faire pression sur les négociations. Pourquoi Paris ? Parce que c'est là qu'on négocie ! Aussi Chereque s'oppose-t-il à tout élargissement géographique ou interprofessionnel de la marche. L'attitude de la FGM sera intraitable et d'une curieuse fermeté vis-à-vis de ses propres troupes. Celle-ci bloquera en effet toute initiative de l'union régionale CFDT concernant la marche. Par cette attitude elle mettra les sections syndicales du bassin et l'UR dans une situation impossible. A la base en effet les militants et les travailleurs s'interrogent : si la FGM a sans conteste raison de refuser une marche fourre-tout et sans lendemain de protestation politique, il faut bien constater qu'elle n'a rien à proposer en échange... la participation de la CFDT Longwy à la marche en interpro et l'échec total du rassemblement de Nancy organisé en compensation le même jour, montrent assez que les militants de base ne parlaient pas le même langage que leur direction nationale. Pour nombre de militants CFDT il est apparu que la confédération n'avait d'autre souci que de contrer la CGT et que la stratégie cédétiste semblait inapplicable dès lors que la CGT appliquait la sienne. A l'UR on ne cachait pas qu'il aurait été plus utile d'utiliser l'énergie consacrée au « freinage de la marche » à préparer l'apparition et l'expression spécifique de la CFDT dans la marche. C'est d'ailleurs ce qu'ont fait les sidérurgistes CFDT de Longwy. La FGM et la direction confédérale CFDT ont beau jeu de fustiger les visées politiques du PC et de la CGT, leur « apolitisme » soudain se marie trop bien avec les visées réformistes et social-démocrates de certaines tendances du PS ( n'est-ce pas Rocard ? ). Quoi qu'il en soit l'attitude des Chereque et Maire s'est révélée aussi démobilisatrice que celle de Ségui et Krazuki.

Au bout du compte la marche sur Paris aura été l'occasion d'une querelle purement politique laissant au second plan les intérêts réels des travailleurs.

a suivre

# REVUE DE PRESSE

---

Jimmy GLADIATOR  
revue le MELOG/La Crécelle Noire  
B.P. 20 75860 Paris Cedex 18

---



Avant de répondre à votre lettre du 10 septembre, il me paraît urgent de vous assurer du soutien entier de la rédaction du MELOG à Paolo G., contre son imminente expulsion, et de vous offrir l'utilisation éventuelle de nos signatures, si besoin est (Jimmy Gladiator / Stéphane Mahieu / Salomé / Jehan Van Langenhoven).

La presse politique pourrait se caractériser par un aspect précaire, sinon éphémère. Il ne se passe pas de moi sans que plusieurs titres ne disparaissent (cet été : *L'Ether Vague*, *Evohé*, *Phé*, *Starscrew*) et que quelques autres n'apparaissent. Il est en outre exceptionnel, voir miraculeux, qu'une revue politique suive le rythme de parution qu'elle s'était fixé à sa parution. Cela implique que la petite liste que je vous dresse ici peut, au moment même où je l'établis, s'avérer périmée ou incomplète. Mais basta ! à moi vat !

Mes critères de choix de revues seront les suivants :

a) — Indépendance vis-à-vis des partis et des religions. Ne riez pas, la dépendance existe de ci de là : telle revue célèbre est à la botte du PCF, telle autre verse dans le mysticisme chrétien et talmudien (et se prétend libertaire, par dessus le marché, pour brouiller les pistes !).

b) — Non financement par les grands éditeurs en place (Gallimard, Laffont, Flammarion, Belin, Bourgois, Seuil...).

c) — Non mendicité vers l'Etat, lequel, par l'entremise d'une très officielle « Caisse Nationa-

le de Lettres », peut verser une obole (nommée « subvention ») aux revues qui, pour en bénéficier, doivent en faire la demande et être agréées après examen du dossier. Cela touche au maquereutage, les revues qui se font protéger ainsi n'auront pas leur nom en ma liste (c'est dommage pour certaines, intéressantes, mais c'est pour moi une question de principe).

d) — Honnêteté face aux individus publiés : à savoir, ceux-ci ne doivent pas avoir à payer pour être imprimés. Cela arrive. Notamment pour une célèbre revue underground sise à Caen.

e) — Reste — last but not least — l'aspect libertaire ou anti-autoritaire de la revue, qui, hélas, ne peut la plupart du temps être ressenti que subjectivement ou par correspondance privée. Cela eu égard à la foutue loi de la séparation des genres : une revue « de poésie » ne doit pas parler d'autre chose, paraît-il.

**Aux poubelles de la gloire** (Hamon, 6 cité d'Angoulême, Paris 11), trimestriel, 10 F. le n., présentation très soignée.

Pataphysique et post-situ. L'un des responsables, Guy Bodson, fut vers 50-60 en relations avec les surréalistes, et impliqué dans les incidents entre F.A. et I.S.

**Bunker** (Galdo, 40 rue Durantin, Paris 18), épisodique, 20 F. le n., off-set et composé. Lien up-to-date entre le courant Réaliste Urbain (Villard, Labarrière, Reuzeau) et l'écriture « électrique » a-syntaxique (Bulteau, Develay, Huno-Baader).

**Bulletin du C.I.C.R.P.** ( Centre d'Informations et de Coordination des Revues de Poésie ).  
( Lepage, Chemin des Serres, 06 Martin du Var ).  
Annuel. Bottin des revues, critiques, éditeurs...  
Toutes les adresses y sont.

**Le Crayon Noir** ( Boffres, 07 Alboussière ), trimestriel, off-set et machine à écrire. Supplément mensuel : « Le désespoir précisément ».

A fond dans la lutte contre le compte d'auteur, avec tous ses aspects réformistes ou boy-scout et l'agacement de se prendre pour un chef de file. L'équipe possède un atelier auto-géré.

**DOCKS** ( Blaine, Moulin de Vantabren, 13 Vantabren, ) 60 Frs le numéro, trimestriel, de la taille d'un pavé, papier glacé, très luxueux.

Mais entièrement financé par l'équipe de rédaction et par la vente.

Parfaitement international, c'est l'organe majeur de la poésie dite visuelle ou éclatée.

**Inactualité de l'orage** ( vandrepote, 48 rue d'Aguerre, Paris 14ème, 6 Frs le numéro, bimestriel, série de mini plaquettes dépliantes sur papier ingre, offset et composé.

Un des avatars post surréaliste; l'une des plaquettes était le texte anonyme de Michel Michelena « ce qui danse dans le désastre », où l'auteur adresse un panégérique de l'émeute aux autonomes.

**Jungle** ( BP 03, 33 Talence ) Edité par les éditions « Différentes » du Castor Astral, épisodiquement trimestriel.

Rendez-vous, le dernier ou presque ( avec Bunker et Rue Rêve ) des réalistes urbains et de quelques autres.

**Le La** ( Dunant, 27 croix d'or, Genève, bimestriel, gratuit et soigneusement présenté ). Le jeu, issu du surréalisme, avec toutes ses facettes oniriques et ironiques.

**Mai hors saison** ( benoit, 1122, 1 place de la république, 93 Bagnolais ) très épisodique, offset au format changeant.

hanté par la clandestinité violente en Allemagne.

**Le Melog** ( BP 20, 75860 Paris Cedex 18 ) publie le trimestriel La crécelle noire et le Bruleau mensuel d'information sur le zinc 40 Frs pour un an.

On y essaie, par delà les acquis surréalistes, de jeter les ponts entre l'écriture d'un poème et les divers comportements vécus patiemment, y compris ( on a suffisamment insisté sur cela ) une certaine violence politique. Participation internationale ( dite globe trotter ) acquise, principalement de Pragues.

**Même et autre** ( abeille, 18 rue Françin, Bordeaux ) Est plus une maison d'édition artisanale qu'une revue, puisqu'on y publie des livres à présentation soignée, association entre un auteur et un illustrateur. 35 Frs le livre.

**The moment** ( Mona 47 rue de Bagnolais, Paris 20ème ), trimestriel en langue anglaise. Le pavé dans la marre surréaliste anglo-saxonne sous l'irresponsabilité de L. Janidy, réfugié politique irakien.

**Le pilon** ( Lesieur, 8 PLM de Fontenay, Paris 12ème ), trimestriel, 6Frs le numéro, auto-primé avec des cases en plomb par le responsable! Subjectivement la parole au poète, plutôt ceux du quotidien.

**Poésie ininterrompue** ( champendal, 16 rue orbe, 76 Rouen ) a été mensuel avant l'été, renéoté. Un dossier ( Perret, Duprey... ) précède la partie poétique.

**Poésie d'ici** ( le page, cf bull. du CICRP ), trimestriel renéoté par une MJC de Nice. A la limite du mini-nationalisme régional, mais évite néanmoins d'y choir.

**Le récipiendaire** ( goutier, 78 rue Pasteur, 94 Bonneuil ), série de plaquettes à spirales, n'en a plus pour longtemps, semble-t-il. Ses cahiers paraissent par série de trois, l'un étant consacré plus particulièrement à la poésie visuelle et les deux autres à l'écriture.

**Rue Rêve** ( la Barrière, 51 avenue de Ségur, Paris 7ème ) Se fait attendre. Produit du réalisme urbain, a un numéro sur Yves Buin en chantier depuis deux ans bientôt.

**Sphinx** ( Ilysdana, 7 rue de l'évêché, 45 Beau-gency ): de l'ésotérisme à la Serge Hutin, avec la présentation machine à écrire bordélique du vieil under ground beatnik.

**Tartalacrème** ( frontier, allée la florida, 91 Brunoy ), bimestriel, renéo propre. La seule revue textuelle sympathique.

**Toril** ( peuchmaurd, la Combe du Puy, 19 Meysac ) n'a provisoirement plus de revue proprement dite, mais édite en attendant de petits livres et des plaquettes extrêmement soignées, notamment des comptes pervers pour enfants ( ratora de Anne Marbrun ). On appréciera la discrétion rare et la très haute qualité de ce petit collectif.

J'aurai pu ajouter également à la rigueur, barbare s'il n'avait été fondé par un chrétien ( citation: Hé, christ! au suprême libertaire! ton sacrifice inclus ).

(La tour de feu

**La tour de feu** ( Mais hélas il n'y a plus en cette tour que vieillards grincheux et cacochymes ),

**Verso** Si je n'avais appris la co-habitation qui s'y fait entre église catholique et PCF,

**Le puits de l'ermite** ( dire Guy Malouvier ) s'il ne bouffait à la soupe populaire du CNL, etc...

Voilà, companeros, j'ai achevé mon pensum.

Avec vous, solidairement.

# INTERROGATIONS SUR L'AUTOGESTION

A COMMANDER A

ACL C/O ACLR  
13 rue Pierre Blanc 69001 Lyon  
110 pages. Prix 18F plus 2F de port  
chèque à libeller à  
IRL CCP 4 150 95 N Lyon



Amedeo Bertolo / La mauvaise herbe subversive /  
Albert Meister / Self-management et autogestion dans  
l'institution et dans la formation / René Lourau /  
Autogestion et institution / Luciano Lanza / Autoges-  
tion et économie / Mimmo / Aux Tables / Murray  
Bookchin / Self-management and the new technology /  
Carlos Semprun Maura / Songes et mensonges de  
l'autogestion / Frank Mintz / Communication sur  
l'autogestion en Espagne (1936-1939) / Frank Mintz /  
Le problème de l'argent pendant l'autogestion espa-  
gnole / Olivier Corpet / Lire l'autogestion /

Pour IRL

FORMULAIRE D' ABONNEMENT :

NOM .....PRENOM.....

ADRESSE.....CODE POSTAL.....VILLE.....

Tarif pour 10 numéros : 50 balles ( ou plus ). Formulaire à envoyer à :

IRL — 13 rue Pierre Blanc 69001 LYON —

TRES IMPORTANT : nouveau CCP — Libellez les chèques à IRL CCP 4 150 95 N LYON

# P. Paolo Goegan

Vu les articles 463 du Code Pénal,  
470, 734, 737, 473, 749 et 750 du Code de Procédur  
Pénale.

## PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, statuant publiquement, en  
maière correctionnelle et après en avoir délibéré  
conformément à la Loi, par jugement en premier  
ressort et contradictoirement ;

Renvoie Pier Paolo GOEGAN des fins de la  
poursuite du chef du délit de délivrance indûe  
d'une carte de séjour.

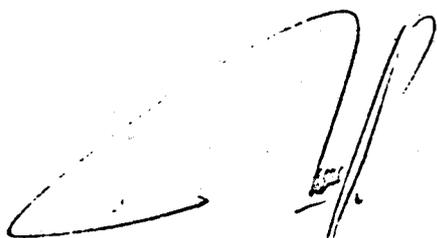
Déclare Pier Paolo GOEGAN coupable du  
délit de provocation non suivie d'effet et, faisant  
application des textes susvisés qui ont été énoncés  
à l'audience par M. le Président, le condamne à :

- TROIS MOIS D'EMPRISONNEMENT AVEC SURSIS
- DEUX MILLE FRANCS D'AMENDE (2 000 F)

Le condamne aux dépens avancés par l'Etat  
liquidés à la somme de 123,70 F dans laquelle est  
comprise celle de 26,00 F représentant le montant  
du droit de poste, outre les coût et accessoires  
du présent jugement.

Fixe au minimum la durée de la contrainte  
par corps.

En foi de quoi M. le Président et le greffie  
ont signé le présent jugement.



Pour toutes formes de solidarité envers Paolo, écrivez ou envoyez à :  
I.R.L. 13 rue Burdeau 69 001 Lyon - CCP 4 150 95 N LYON (en mentionnant pour Paolo)